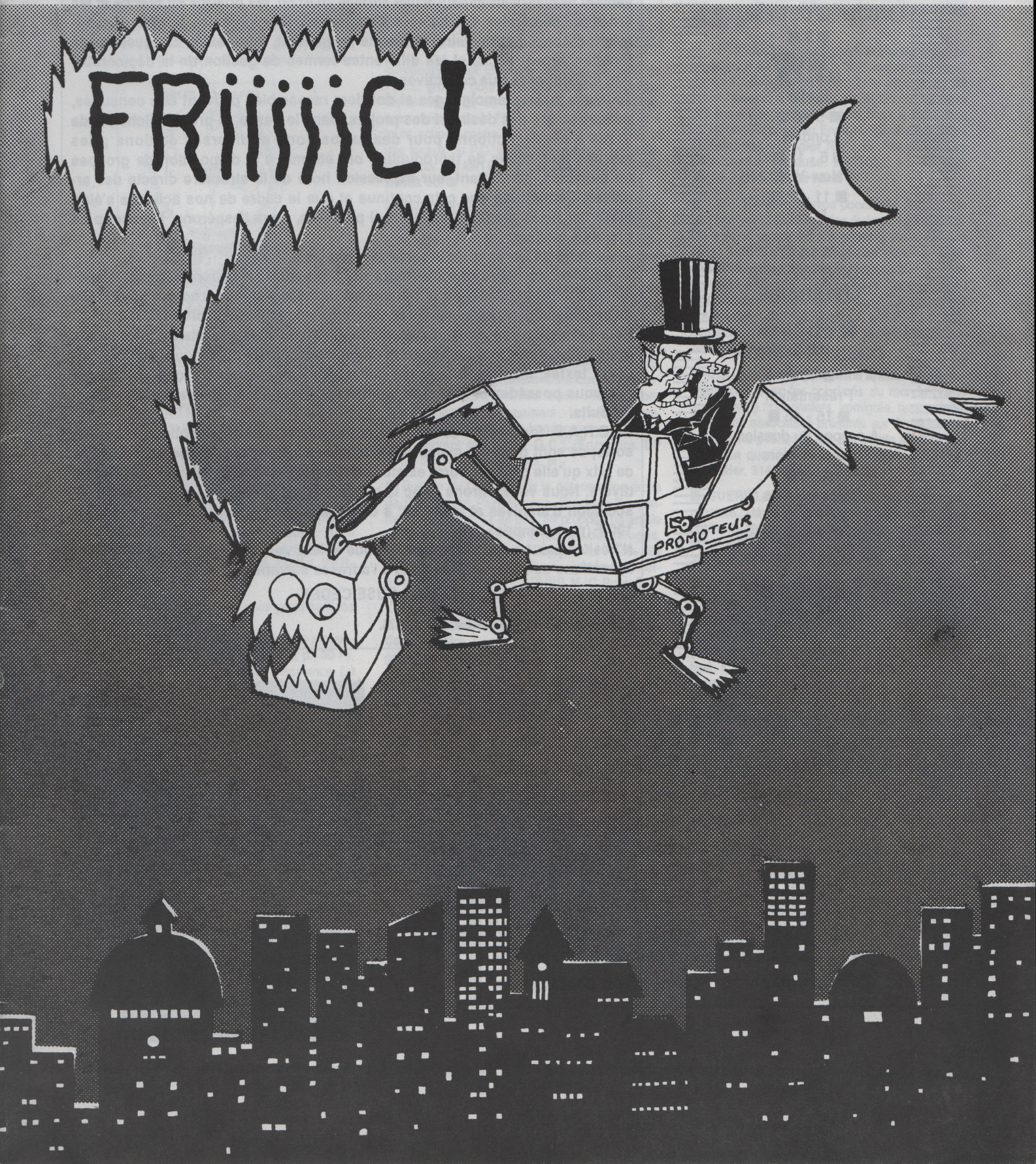
Bulletin du C.R.A.S.

N° 4 - Mars 1990



SOMMAIRE

■ 1 - 2 ■
GÖTTINGEN. 17 NOVEMBRE 89

■ 3 - 13 ■
DOSSIER LOGEMENT : LA GUERRE DE L'ESPACE

■ 3 ■
Présentation

■ 4 - 5 ■
Berlin

■ 5 - 6 ■
Londres

■ 6 - 11 ■
New-York

■ 11 -13 ■
Paris

■ 14 ■
POINT DE VUE LITTÉRAIRE

■ 15 - 20 ■
DOSSIER PRISON

■ 15 ■
Présentation

■ 15 - 16 ■
A propos du dossier « Poètes, Papiers... »

■ 16 ■
Infos cueillies

■ 17 - 20 ■
Bilan d'une décennie de luttes carcérales

■ 21 - 22 ■
ON A REÇU

Ce bulletin est une compilation de documents issus d'un centre d'archives, le C.R.A.S. Créé en 1981, celui-ci se propose de rassembler et conserver l'histoire de ces moments de révolte, expériences subversives ou initiatives alternatives, qui, hier comme aujourd'hui, nous fournissent une base de réflexion individuelle et collective et donc un moyen d'envisager nos luttes à venir.

Nous recevons dès à présent diverses publications françaises et étrangères émanant essentiellement de centres de documentation ayant des buts similaires aux nôtres, ou de groupes libertaires, d'individus et de groupes de base ici et là. Nous disposons de collections de revues complètes ou quasi complètes, d'affiches, de livres, ainsi que de nombreux documents classés sous forme thématique : la guerre civile espagnole (36-39), l'exil espagnol, le mouvement libertaire en Espagne des années 70 et 80, les prisons en France et les luttes anticarcérales, les luttes antinucléaires, l'écologie, les formes d'insoumission sociale et militaire, et disons en général, tous textes critiques sur le fonctionnement social et les différentes formes de gestion de la démocratie, tant individuelles que collectives.

Tous ces textes, témoignages et dossiers rassemblés peuvent être consultés, utilisés au gré des désirs et des projets. Dans le passé, le prêt d'affiches et de livres a déjà fonctionné pour des expositions et diverses éditions ; des moyens techniques de reproduction ont été mis à la disposition de groupes ou individus, permettant leur expression hors de la structure directe des archives. Permettons que cela continue et que le cadre de nos activités s'élargisse car nous avons, et vous aussi peut-être, nous l'espérons, beaucoup de projets à réaliser :

— éditions de textes et de brochures issus du C.R.A.S.,

— éditions ou rééditions d'auteurs dont les textes et ouvrages, peu disponibles ou introuvables, nous paraissent intéressants à reproduire pour l'idée qu'ils développent, l'analyse ou le simple témoignage qu'ils offrent.

Pour permettre à ce projet, à ce bulletin, d'être un véritable relais d'information et de débat, nous vous proposons de prendre contact avec nous, de nous envoyer textes, affiches, brochures qui reflètent vos luttes ou tous documents que vous possédez et que vous voudriez voir archivés, ou éventuellement reproduits.

Le C.R.A.S. fonctionne de manière autonome et sans subventions d'aucune sorte; ce sont donc les membres-cotisants qui financent l'association. C'est à ce prix qu'elle peut et pourra exister, se développer et avoir les projets les plus divers. Nous vous offrons donc la possibilité d'être à la fois adhérents à l'association d'archives et abonnés* à ce bulletin (6 numéros) pour la somme de 100 F (port compris).

N'hésitez pas à nous écrire, quelles que soient vos critiques, propositions, informations ou réflexions diverses à l'adresse suivante :

C.R.A.S. – B.P. 492 – 31010 TOULOUSE CEDEX

*** Chèques à libeller à l'ordre du C.R.A.S.**

Les écrits que nous reproduisons n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne sauraient impliquer l'adhésion de l'ensemble des individus qui participent à l'élaboration de ce bulletin. Ces parutions sont le reflet des diverses sensibilités et courants critiques qui s'expriment à l'heure actuelle. La diffusion a jusqu'alors été gratuite, il est donc important que les personnes intéressées s'abonnent pour nous permettre d'équilibrer les frais d'impression de cette revue.

Nous rappelons que les documents en notre possession peuvent être reproduits contre 1 F par photocopie. •



GÖTTINGEN : 17 NOVEMBRE 1989

Suite à un rassemblement antifasciste, au cours d'une bagarre avec les flics, Conny, une jeune autonome est renversée par une voiture et meurt sur le coup. Aussitôt, dans toute l'Allemagne, attentats et manifestations marquent leur solidarité avec les autonomes de Göttingen.

POURQUOI LA MORT DE CONNY EST UN ASSASSINAT ?



Quel sens donner aux interventions de la police ? Le Commandant Will parle de vérification de papiers... Mais pourquoi faire des vérifications quand on n'a pas de preuves quant à la « culpabilité » des gens « incriminés » et qu'en même temps les faschos ont un traitement de faveur. Les néo-nazis qui avaient attaqué les 8 antifascistes courent toujours.

Pourquoi des voitures avec des flics en civil poursuivent-ils les autonomes en traversant toute la ville ? Pour les acculer pleins phares sur la Weenderstrasse où les attend, comme une battue, d'autres flics munis de matraques et de grenades lacrymogènes. Serait-ce pour faire de l'intimidation ? « On les écrase ? » n'est pas une parole en l'air : elle vient de la voiture du commandant de la section spéciale en civil et s'adresse au commandant des forces de police qui décide alors de passer à l'action.

Tout cela est une réalité que nous vivons quotidiennement : la liste des « bavures » à Göttingen est longue et il semblerait que mort d'homme fasse partie du paysage décisionnel de la police. Conny n'est pas la première à être assassinée de la sorte :

— 1980, à Hambourg, lors d'une manif contre Strauss, Olaf Ritzmann est brutalisé par les flics armés de matraques dans le métro aérien... Il en est mort.

— 1981, à Berlin, pendant une manif protestant contre l'évacuation d'un squatt, Klaus Juergen Rathay est projeté sur la chaussée au-devant d'un bus qui arrivait... Il est tué sur le coup.

— 1986, à Francfort, durant une manif contre les néo-nazis, Guenter Sare est déséquilibré par des lances d'incendie et se retrouve écrasé par un camion à eau... Il ne s'en relèvera pas.

— 1989, à Göttingen, Conny est projetée sur la route, une voiture l'écrase...

LES FASCISTES ET LA POLICE

Depuis fin 1987, les néo-nazis (à peu près une trentaine, dont une grande partie âgée de 14 à 16 ans) reprennent du poil de la bête à Göttingen où presque chaque week-end ils font une descente. Mais depuis quelques mois les attaques des faschos-skins semblent prendre une autre dimension... Elles prennent pour cible un peu n'importe qui, mais surtout les étrangers, les punks et les autonomes. « Monsieur tout le monde » ayant pris la mesure du phénomène et se sentant visé, a créé des mouvements d'autodéfense suite à quelques attaques faites sans distinction (de race ou de sexe) dans des lieux publics. — A côté de Göttingen, autour de Karl Palacek se trouve un des quatre centres d'entraînement de la F.A.P. (Freiheitliche Deutsche Arbeits Partei, parti d'ouvriers allemands libres) où se retrouvent les néo-nazis et où, bizarrement, à chaque perquisition on ne trouve jamais rien. On trouve le camp de survie, le « Muendener Stahlhelmbund » à 20 km de Göttingen. Au cours d'une perquisition en avril 89, on y trouve un important dépôt d'armes, d'explosifs et de propagande nazie; 15 personnes sont interpellées, parmi elles un flic et deux soldats. Quelques semaines après les chefs d'accusation sont abandonnés... Il paraît que celles interpellées étaient tout simplement des personnes indépendantes qui n'avaient rien à voir avec le camp. — Le chef des skins à Göttingen, Thorsten Heisen, a tenté d'écraser un Libanais, le 6 mai 1989. Ayant raté son essai, il s'arrête pour lui lancer une grenade lacrymogène au visage. L'acte d'accusation contre Heisen n'est qu'une simple infraction au Code de la route ! Le 22 septembre 1989, une bande de skins armés attaque le JUZI. Des flics en civil postés à côté regardent tranquillement...

— Ce ne sont que quelques exemples parmi tant d'autres. Même si la police se sent forcée, pour la façade, de sévir contre les faschos, il est clair que les flics protègent ceux-ci alors que d'un autre côté ils pourchassent les autonomes. ■

Ce travail a été assuré par l'A.S.P. (Agence Secrets Publics). Toute diffusion est vivement conseillée, l'A.S.P. ne pourra vous en tenir rigueur...

LES FLICS TUENT UNE ANTIFASCISTE À GÖTTINGEN

Vendredi 17 novembre

20 h 30 : escarmouche entre 8 antifascistes et 8 faschos; 2 blessés dans le camp des faschos. Dix minutes plus tard, 30 autonomes se rassemblent non loin du lieu du baston. Ils doivent bouger car les flics sont en train de les cerner. Ils décident d'aller au centre ville... Des barrages sont mis en place par les flics. La tension monte et les autonomes choisissent de continuer vers la fac tout en évitant les barrages avec l'intention de s'y éparpiller. Pendant ce temps la police emmène les néo-nazis hors de la ville... On peut capter sur la radio fréquence flics : « On les écrase ? ». Réponse : « Oui ».

Barrage sur la Weenderstrasse (route à 4 voies), brigade de chiens, ZSK (commando spécialisé en civil) et patrouille de flics se mettent en place. Ni signal, ni girophare, aucun panneau de signalisation indique qu'ils sont là et qu'une attaque est imminente. Les flics descendent de voiture armés de matraques, et durant l'échauffourée une certaine Conny essaie de leur échapper en se dirigeant dans la seule direction possible : vers le milieu de la chaussée. Une voiture l'écrase. Les forces de l'ordre continuent le massacre sous les projectiles lacrymogènes. La police ordonne même à certains, venus l'aider, de s'allonger à côté d'elle. Huit minutes plus tard, un médecin arrive et constate le décès de Conny.

Une chaîne de téléphone s'organise et il s'ensuit un rassemblement au JUZI (Jugendsentrum), une maison culturelle que les autonomes occupent depuis plus de dix ans. Ils érigent une barricade sur la route qui passe devant le JUZI à laquelle ils mettent le feu. Une manif part du JUZI jusqu'à l'endroit où Conny a trouvé la mort. Une veillée à sa mémoire qui va durer jusqu'à dimanche soir se met d'elle-même en place (jour et nuit, 300 à 500 personnes bloqueront cette grande artère). Dans la même nuit, des actions solidaires se mettent en place dans d'autres villes :

— Hambourg : 200 personnes sont dans la rue et vont saccager un commissariat. Il s'ensuit une rafle dans un bar où 16 personnes sont embarquées puis relâchées.

— Bielefeld : 2 banques sont attaquées : toutes les fenêtres seront brisées.

— Hanovre : 3 tentatives de feu dans des grands magasins.

Samedi 18 novembre

Aux infos, désinformation et mensonges sont au menu : « Blessure mortelle après dispute » aux dires des journaleux : Conny se serait élancée sur la route de manière inexpliquée. Les autonomes auraient empêché l'ambulance de passer.

A Göttingen, 2 000 personnes manifesteront alors que la ville regorge d'Allemands de l'Est. La colère s'exprimera; les dégâts, dont on a pu évaluer le montant à 200 000 DM, seront surtout des bris de vitres. Quelques manifestants sont embarqués. Ils seraient montés dans un bus dans lequel le conducteur aurait refusé de les prendre... Chef d'accusation : trouble de l'ordre public. D'autres villes encore connurent des manifestations.

Des faschos font impunément des bombages en centre ville alors que la ville grouille littéralement de flics : « Conny était la première », « Une Conny morte est une bonne Conny ». ■

ADAPTÉ DU NUMÉRO 138 DE SEPTEMBRE 1989 DE « RADIKAL »
(Diffusion interdite en R.F.A.)

Les participants de la manifestation révolutionnaire du 1er mai défilent de « Neukoln » à « Kreuzberg ». Ils sont 10 000 à crier des slogans que l'on pouvait entendre l'an passé déjà, à savoir : « Dans le quartier ou à l'usine, le réformisme ne nous aidera pas ! », « Pas d'autre alternative que la révolution ! ». Et ceci à deux pas des Allemands de l'Est qui, par milliers, voteront avec leurs pieds quelques mois plus tard en passant à l'Ouest. C'est sans doute à leur adresse que les autonomes rajoutent : « A bas le travail salarié à l'Ouest comme à l'Est ! ».

• **13 h 30 :** Sur la Wienerstrasse les premières vitrines volent en éclats. Dès cet instant, l'attitude militante va prévaloir sans pour autant empêcher ceux qui le souhaitent de se joindre à eux. On peut d'ailleurs les suivre grâce à leur sillage de bris de verre et d'autres débris. Durant une bonne partie de la manif, la police fera preuve d'une remarquable retenue : pas de matraquage ou de lancers de grenade, ni affrontements ou arrestations. Même la surveillance des marchandises n'a été faite qu'après le passage des « vandales », et ce ne sera qu'à la fin de la manif que les forces de l'ordre commenceront à bouger en se concentrant sur un des côtés de la manifestation.

• **14 h 30** : La fête à Lausitzerplatz bat son plein. 20 000 personnes y sont rassemblées.

• **15 h 00** : Le maire en exercice (Momper) assiste à la fête et visite l'exposition antifasciste du S.P.D. ainsi que le stand des grévistes de la faim, et achète même une brochure sur les journées d'action de la campagne contre le FMI et la Banque mondiale qui s'étaient déroulées l'an passé.

• **15 h 15** : Discours de clôture de la manifestation au « Hermannplatz ».

• **16 h 00** : Les participants de la manif rejoignent la fête. Au même moment, les vitres d'un magasin de boissons sont cassées. C'est une vingtaine d'individus qui sont à l'origine de cela et bien évidemment la foule s'engouffre en se servant allègrement. Une barricade s'érige et toujours pas de police en vue.

• **16 h 45** : Les forces de l'ordre se mettent en place, tentent d'évacuer la barricade, une volée de pierres les reçoit et les manifestants refluent vers la fête. La police utilise alors des gaz lacrymogènes.

• **17 h 00** : Les premiers nuages de gaz se diffusent peu après, les gens partent. La fête est officiellement annulée mais personne ne le sait car il n'y a pas eu d'annonce.

• **17 h 15** : Les escarmouches se déplacent vers la Lausitzerplatz. Des grenades lacrymogènes sont tirées sur la place et le terrain de jeux y attenant. Noyée par les gaz, la foule se rue vers la Skalistrasse. En dix minutes la place est nettoyée. Parents, enfants et personnes âgées quittent les lieux. En retrait, ils attendent la suite des événements. Au même moment des tirs de grenade pleuvent sur la colline de Streewald; on fuit vers la vieille gare de triage. Sous un déluge de pierres, les « CRS allemands » courent sur la place. Ils sont forcés de battre retraite. Des unités d'assaut de la police qui les suivaient subissent le même sort. Les premières voitures utilisées pour les barricades sont incendiées. Une station service est pillée. Des policiers se mettent à leur tour à lancer des pierres. La gare de triage est évacuée et les manifestants empêchent l'arrivée des pompiers sur la Lausitzerplatz. Des autos blindées commencent à patrouiller sur la Lausitzerplatz et ailleurs. Elles vont subir des attaques et pendant toute la soirée des voitures lance-eau vont aller et venir sur la Skalitzerstrasse sans toutefois user de leur pleine puissance; suivent des fourgons de CRS... Des bulldozers spécialement équipés pour l'évacuation des barricades incendiées interviennent en se déplaçant à grande vitesse.

• **20 h 30** : 3 000 personnes sont encore sur la Lausitzerplatz et harcèlent les différents engins de la police avec des pierres, des bouteilles et des cocktails-molotov. Autour de la colline Spreewald s'ensuit une véritable bataille rangée. La police cherche à débusquer les manifestants en combinant les canons à eau, les tirs de grenades lacrymogènes et quelques centaines d'auxiliaires de police. (...)

• **21 h 00** : La colline est occupée par la police; ils lancent eux aussi quantité de pierres... des voitures brûlent au loin...

• **22 h 00** : Après plusieurs offensives, la police arrive à disperser les belligérants bien que des accrochages continuent au loin.

• **23 h 00** : La situation est redevenue calme sur la Lausitzerplatz alors que des affrontements sporadiques éclatent à Manteuffelnaunyn et Waldemarstrasse.

Au total, 360 blessés revendiqués par les flics. Un convoi de huit fourgons blindés circule dans le Kiez qui, au cri de « Quittez la rue, rentrez chez vous » veut faire la loi et toute personne n'obtempérant pas se voit chargée par les flics. C'est au rythme de « descendez, montez » que l'on voit la police descendre de ses fourgons, courir après les manifestants puis remonter sur leurs engins après moults tabassages. Bref, beaucoup d'ambiance ! ■

LA GUERRE DE L'ESPACE...
Vers un disneyland universel

La présente compilation de textes, ayant tous pour objet ou arrière-plan le problème de l'espace et notamment celui du logement urbain, présente un certain intérêt dans le cadre de ce bulletin. Tout d'abord, le cas de Kreuzberg (Berlin) qui, rompant avec une certaine mythologie du mouvement alternatif allemand, nous montre une fois de plus comment les naïves alliances des squatters et "autonomes" berlinois ont pu faire le lit de la démocratie libérale. A l'instar de la revue anglaise « Like a summer with a thousand july's »", qui montrait assez clairement l'attitude de l'extrême-gauche et du Labour Party à la suite des émeutes de 1981 à Bristol, Southall, Manchester, etc., on voit se profiler dans le cas de Kreuzberg l'ombre envahissante d'une Alternative verte opportuniste, plus prête à louvoyer pour se tailler une part du gâteau politique qu'à exhorter à la désintégration du capital !

Il y aurait quelque chose d'illusoire et de dérisoire aussi à s'étonner du parcours fangeux suivi par une poignée de politiciens verts, quand on considère qu'ils ne font que remplir le mandat qui leur a été confié par le scrutin, par les voix de ceux-là mêmes qui, aujourd'hui, ont à en subir les conséquences.

L'histoire du Kreuzberg populaire et déshérité, de la grande illusion alternative, entre aujourd'hui plus que jamais dans une phase décisive de transformation de l'espace urbain, au même titre que toutes les métropoles occidentales, pour des raisons qui seront explicitées tout au long de ce dossier. L'ouverture des frontières de l'Est aidant, la présence au parlement allemand des Alternatifs ne sera certainement pas de trop pour tenter de faire passer auprès des habitants de Kreuzberg l'amère pillule de la restructuration économique, et donc aussi celle des expulsions en série... L'attitude des socio-démocrates et de leurs alliés alternatifs est donc, dans un premier temps, marquée par le désir d'éviter l'affrontement direct, lié aux intérêts en jeu : "insérer" en douceur les populations défavorisées (étrangers, précaires, chômeurs impénitents, sans-logements...) et pour cela, susceptibles de faire sauter un jour la chape de plomb, en allant s'amuser dans les quartiers résidentiels ou ceux de la finance, mettre en place des structures sociales permettant une survie minimale et un contrôle étroit des populations, et enfin, sinon surtout, canaliser les passions dangereuses et rebelles vers des activités abstraites et compensatrices, mais non moins rentables, à savoir la culture... sous toutes ses formes.



De ce point de vue, Berlin pourrait s'appeler Paris, Londres, New-York, Lyon ou... Toulouse. Toutes les villes occidentales se voient aujourd'hui amputées de leur histoire et de leur vie sociale, au nom de la réappropriation et de l'exploitation capitaliste de l'espace. Par la robotisation généralisée de tous les secteurs de fabrication (et donc, par extension, la disparition d'une bonne part d'entre eux), ainsi que leur transfert vers des contrées plus rentables et accueillantes (les pays sous-développés par exemple, et certains pays de l'Est, entre autres), les villes se sont progressivement vidées de leurs composantes productives au profit du tertiaire, des industries parasites du tourisme et de la marchandise culturelle. Au coin de la rue, l'aventure... d'un immeuble en démolition et d'une galerie d'art ! On n'investit plus aujourd'hui dans le charbon ou la canne à sucre, mais dans les vieilles pierres et les tableaux... explication sans doute au fait que le cours de l'un et de l'autre sont en ascension galopante.

Janvier 1990. La porte de Brandebourg est-elle à peine ouverte qu'on décide déjà de tronçonner le mur de Berlin couvert de graffitis, afin d'en exposer les morceaux et les mettre en vente !

L'ironie de la machine capitaliste nous expulse des villes afin, dit-on, de mieux loger, mieux se déplacer, mieux communiquer, alors que jamais l'atomisation sociale ne se découvrît si totale, les transports si invraisemblables et la communication si fastidieuse et balisée !

Nos espaces de vie se rétrécissent lamentablement, et avec eux nos possibilités de rencontres, d'échanges et d'autonomie. Et derrière la porte, les tristes clowns de la culture s'aiguisent les dents et hâtent les expulsions, avant d'ouvrir leurs boutiques "branchées" et cafés de "m'as-tu-vu" sur les restes fumants de nos anciens logements, entraînant à leur suite scrappers et immeubles neufs (à des prix neufs aussi !).

L'article qui suit, concernant le logement à New-York est en ce sens assez développé, et on y trouvera bien des analogies avec le texte reçu de Paris...

Le problème du logement est bien évidemment plus un phénomène de restructuration économique globale et donc d'appropriation capitaliste de l'espace, qu'une simple affaire de gestion de l'habitat. Mais, d'autre part, ces vastes projets ne peuvent et ne pourront pas s'accommoder de la présence dans les centres des villes de la classe des plus démunis, et donc un jour peut-être des plus dangereux. On veut faire des villes des Disneylands d'affaires et de bureaucratie, à l'usage d'une classe privilégiée, proportionnellement aussi avide de nouveaux marchés à exploiter qu'elle est dénuée d'humanité... L'objectif, pour cela, est donc bien de nous éloigner de ces pôles du business, de nous parquer dans des placards, nous en faire sortir pour produire, et, occasionnellement, consommer, dans les endroits conventionnels et à des prix réglementés, des marchandises nouvelles bien que déjà avariées...

Face à une telle situation, le problème qui nous est posé est plutôt de savoir si nos vies se satisferont de tant de codifications, de mystifications, et dans quels termes notre révolte pourra affronter le contexte d'écrasement social dans lequel nous tentons de survivre.

FLO

*** On peut se procurer copie de cette brochure auprès du C.R.A.S., ainsi que l'intégralité des textes et traductions dont sont extraits les éléments de ce dossier. Ce dernier a été constitué à partir des sources suivantes :**
— concernant Londres et les Etats-Unis : « No Reservations. Housing, space and class struggle ». Contact : News from everywhere. Box 14. 136 Kingsland High St. London E8. Une traduction en français est en cours.
— concernant Paris : texte anonyme émanant de Paris, « Debout les crabes, la mer monte ».
— concernant Berlin : texte qui nous a été confié. Première parution.
— concernant Lyon : tract émanant de Lyon.
Sources annexes : Open Road n° 31, printemps 1987, « Sacré cocktail », « Like a summer with a thousand july's »...

Kreuzberg Berlin

L'année 1989 aura été celle de tous les dangers pour les autonomes du quartier de Kreuzberg. Ce dernier, à l'est de Berlin-Ouest, ultime enclave capitaliste au cœur de l'Allemagne de l'Est, est un cul-de-sac cerné par le mur sur deux côtés. Jusqu'à il n'y a pas longtemps les mouvements de squatters l'avaient investi et y réside tout un petit peuple : jeunes précaires et étudiants, immigrés kurdes ou turcs. Menacés économiquement par l'arrivée massive des Allemands de l'Est sur le marché du travail précaire et le détournement des aides sociales du gouvernement vers ces Allemands bon teint, ces exclus du système doivent aussi subir les attaques des militants AL (Liste Alternative) qui, en s'alliant avec le S.P.D., ont décroché quatre ministères au parlement de Berlin, élu en janvier 89.

Pour faire pression sur l'ancien gouvernement, ces militants alternatifs, regroupés sur la liste AL, ont su utiliser la violence des autonomes, tout en rejetant la responsabilité des événements sur les forces de l'ordre. Arrivés au pouvoir, ils n'ont eu de cesse de dénoncer et d'attaquer les autonomes par les assertions scandaleuses d'une certaine presse liée aux AL. Ainsi, lors des manifs où les uns et les autres se retrouvent, les réalos (tendance réal-politique des verts) essayent d'isoler et d'exclure les autonomes du corps des manifs. Heureusement, la majorité des manifestants refuse ces pratiques.

Depuis 1987, le 1er mai voit la gauche radicale attirer plus de gens que les traditionnels rassemblements syndicaux. Il faut dire que la perspective d'« en mettre plein la gueule aux flics » en attire plus d'un, tout comme la possibilité de manifester sa solidarité avec les grévistes de la faim* ou de lutter contre le machisme; même si tout cela reste superficiel par manque de réunions ou de discussions sur ces thèmes. La présence de groupes ou organisations turcs ou kurdes prouvera ce jour-là la possibilité d'accords ponctuels à défaut d'organisations communes.

Parmi les tracts distribués, beaucoup s'acharnent à démonter les thèses des groupes concurrents et tous posent la question de Gretchen, à savoir : est-ce que l'action directe isole la gauche radicale ? ou, variante : quelle importance revêt une émeute dans le processus révolutionnaire ?

Comme si la situation n'avait pas changé, en 1987, le Sénat, par sa rigidité et son manque de concertation, avait imposé un rapport de force sans concessions. Aussi, le 1er mai de cette année-là les flics furent pris de court par la réaction de la foule et durent se replier et laisser ainsi une partie de Kreuzberg sans contrôle durant toute la nuit. Assurés que les flics ne reviendraient pas de sitôt, le pillage de Bolle s'était déroulé dans le plus grand calme. Les frappeurs de tambour s'en étaient donné à cœur joie en tapant sur tout ce qui fait du bruit. L'enthousiasme s'était répandu dans tout Kreuzberg.

Depuis, l'« opération assainissement » du quartier, par la mise en place de structures de contestation et de concertation, par un programme d'insertion des élèves turcs et kurdes grâce à des cours dans leurs langues et par un usage habile des subventions culturelles, a réussi à désamorcer le potentiel de violence de ce quartier; et par là-même à réduire le nombre de partisans de cette forme de lutte politique.

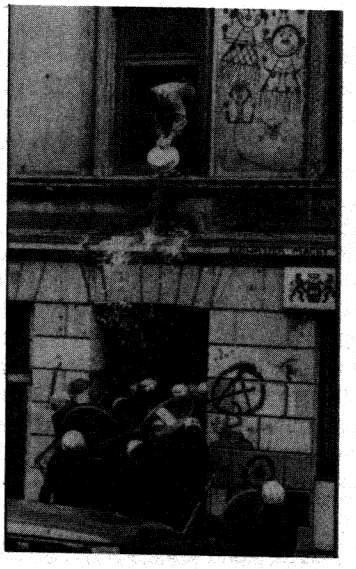
Les alternatifs, qui prennent de plus en plus de pouvoir au fil de la réussite de cette opération, tentent de se débarrasser des autonomes, ceux-ci commençant à leur rappeler haut et fort leur trahison. Campagnes de presse fielleuses, manœuvres politiciennes dans les comités de lutte, présence au gouvernement, les militants AL utilisent tous les moyens à leur service pour criminaliser les autonomes.

Le Sénat, à majorité rose-vert, dans lequel se reconnaissent encore nombre de ses électeurs, ne serait-ce qu'en qualité de rempart contre la droite (cf. l'irruption des « republicaners » aux dernières élections), veut faire dans la justice et le social. Cela ne l'empêche pas de savoir agir quand il faut; aussi le nouveau slogan des rose-vert « desescalade » peut signifier : intervenir dans la légitimité sans provocations... C'est pourquoi nul ne s'est étonné de la tournure des événements de ce 1er mai 1989. L'émeute attendue et préméditée a réussi au-delà de toute espérance : les objectifs tels que sex-shops, salles de jeux vidéo et magasins ont été atteints. Il faut avouer que la police a pris son temps pour agir — cela a d'ailleurs provoqué une polémique publique où certains ont avancé une provocation des directions policières pour forcer l'attitude du nouveau Sénat —, surveillant les manifestants sans intervenir, tout en resserrant l'espace utilisable.

Ainsi les autonomes (de jeunes Allemands et des adolescents turcs ou kurdes — on remarque très peu de femmes ! — se sont épuisés en de vains combats tant la résistance et la préparation des flics les ont empêchés de reculer. De plus, l'état d'espirt de 1987 a disparu, cette fois-ci pas d'attaques arbitraires de la police et donc agresser la police ne se justifie plus. Comme s'il fallait attendre le massacre pour réagir. Voilà bien une argumentation spécieuse, typique de cette gauche alternative.

Il est vain de croire qu'être victime suffise à provoquer la solidarité. Les opprimés se reconnaissent tout autant, sinon plus, dans les attaques offensives où l'impuissance et la peur sont dépassées. Ces nouveaux sentiments, pour se vivre pleinement, doivent pouvoir s'exprimer à travers la lutte mais aussi dans les espaces gagnés par cette lutte.

Cette année, ce sentiment s'est cantonné aux seuls activistes. Le clivage est bien réel et même s'il est trop tôt pour en tirer des conclusions, il importe d'y prêter attention. Une organisation ne peut baser sa stratégie sur une journée, serait-ce celle du 1er mai. Pendant que la gauche radicale se gargarise de quelques événements brûlants, la police recherche jusque dans les écoles les militants et activistes encore scolarisés. La pression du nouveau pouvoir se manifeste à tous les échelons de la vie quotidienne. Il s'agit de savoir maintenant si la gauche radicale, face à l'attitude de l'Est, va se laisser repousser dans ses bastions et végéter dans l'impuissance ou si, au contraire, elle est capable de dégager des perspectives en développant ses contacts politiques et personnels et insuffler une stratégie qui aille plus loin que le prochain rendez-vous du 1er mai. ■



* Militants de la R.A.F., des Cellules révolutionnaires et d'autres groupes plus éphémères.

Squatter's resist Londres

Comme la plupart des expulsions qui ont résisté (en Grande-Bretagne du moins), la résistance de la cité de Stamford ne fut pas en général conçue comme une tentative totale pour empêcher d'être déplacé, mais plus comme un geste de défiance contre ceux qui maintiennent et imposent la situation des sans-logis. Il y aurait eu besoin de milliers de gens plus déterminés que les quelques trois cents qui étaient présents sans avoir réalisé une défense sérieuse de la cité.

Les seules concessions obtenues de la mairie étaient que les familles expulsées fussent relogées. Mais il y a eu d'autres aspects positifs dans cet événement. Une des meilleurs choses fut le soutien donné par ces personnes qui ne squattaient pas dans la cité, mais qui reconnaissaient la résistance comme étant de leur propre intérêt et comme une part de leur propre combat. Ceci inclut des locataires vivant dans la cité. Cela existait en partie parce que la présence de squatters dans la cité pendant les quatre dernières années, et les contacts et amitiés développés dans le même temps, avaient permis aux gens de surmonter les suspiscions et les frayeurs qui divisent souvent les squatters et les locataires. Cette méfiance est partiellement basée sur l'image médiatique des squatters comme fainéants pique-assiette qui sont disposés à squatter votre maison pendant que vous êtes dehors aux courses. Aussi, quand des squatters pénètrent dans un quartier, ceci est souvent vu par les locataires comme un signe de la dégradation extrême de leur voisinage. La propriété squattable tend à se concentrer dans les quartiers négligés et délabrés, spécialement ceux destinés au redéveloppement.



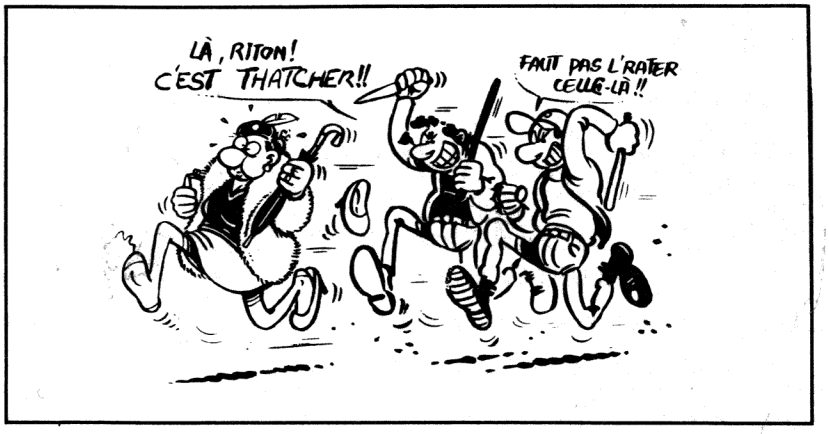
Philip Wolmuth

Une différence de mode de vie est inévitable entre ceux qui ont un logement fixe et ceux qui, squattant, ont à se déplacer de mois en mois. Ceci est aussi renforcé par la politique municipale d'allocation au logement qui existe presque totalement pour les familles avec enfants, tandis qu'ils n'ont aucune obligation légale pour les célibataires. C'est un moyen de plus pour nous maintenir divisés et dominés en créant une illusion d'intérêts séparés en compétition et une hiérarchie de besoins et de mérites. Toute la merde bureaucratique à propos des queues pour le logement et des listes d'attente existe seulement pour imposer une pénurie artificielle de l'espace vital tandis qu'il existe au même moment un réel excédent d'espace vital utilisable. L'aspect subversif du squatt est d'exposer cette contradiction.

Des groupes de squatters tendent à encourager leur propre isolement. L'expérience de marginalisation a conduit certains à tenter de faire une vertu de leur aliénation en construisant un culte de style de vie moraliste, créant une identité qui est définie par la valorisation de ce qui les rend un peu différent de tous les autres — c'est-à-dire les formes particulières que prend leur aliénation. A Stamford Hill, dans les meilleurs moments, de pareilles séparations sociales étaient défiées et affaiblies — et dans les pires moments, elles étaient renforcées.

Tandis que la plupart des locataires de la cité soutenaient passivement les squatters, quelques-uns, spécialement les jeunes, commençaient à se comporter activement. Des jeunes du quartier environnant vinrent donner de l'aide, et un groupe de gens qui avaient vu la couverture de l'événement aux nouvelles télévisées descendirent de Liverpool pour y prendre part. Des jeunes du coin firent don d'une voiture fauchée à utiliser comme barricade. Pendant que la résistance continuait encore, des squatters organisèrent à l'étranger des manifestations de solidarité à Amsterdam, Denmark, Berlin et San Francisco. Quelques sans-logis, n'ayant nulle part où aller, s'y replièrent également.

Parmi ceux faisant face à l'expulsion, il y avait seulement environ 30 squatters dans la cité occupant encore leurs appartements, plus 200 à 300 personnes, en majorité des jeunes squatters d'autres quartiers de Londres qui étaient venus aider à résister à l'expulsion. Les 30 squatters restants avaient fait connaître au public la résistance par le moyen de tracts, d'affiches et de vive voix. Leur stratégie fondamentale minimale semblait être d'utiliser la menace d'une confrontation violente potentielle, et la mauvaise publicité en résultant pour la mairie d'Hackney, comme d'une arme soit pour stopper l'expulsion, soit pour obtenir le relogement de la mairie, mais dans les réunions pendant la résistance, leur politique déclarée était que les flics ne devaient pas être violemment provoqués et que la violence devait seulement être utilisée pour se défendre. Les réunions sur place, quoique formellement et apparemment « démocratiques », tendaient malheureusement souvent à être dominées par un « cercle intérieur » invisible des quelques anarcho-squatters locaux (la vieille hiérarchie anarchiste informelle relevant une fois encore sa sale tête) créant une atmosphère qui rendait plus difficile aux autres de contribuer aux discussions.



Cette stratégie signifiait que la résistance devenait un jeu d'attente — attente pour les flics, attente pour voir comment ils pouvaient être agressifs. L'issue de la violence était résolue par les circonstances plutôt que par les arguments ou les « politiques » que les gens avaient sur le sujet; le rapport de force (500 anti-émeutes contre 200 à

300 squatters et C[ie]) et les limites défensives de la cité rendaient plus clairs à tous sauf à quelques-uns qu'une émeute ou une offensive violente contre les flics aurait été rapidement et brutalement réprimée. La poignée qui tenait en disant qu'ils voulaient une émeute ne le fit jamais effectivement.

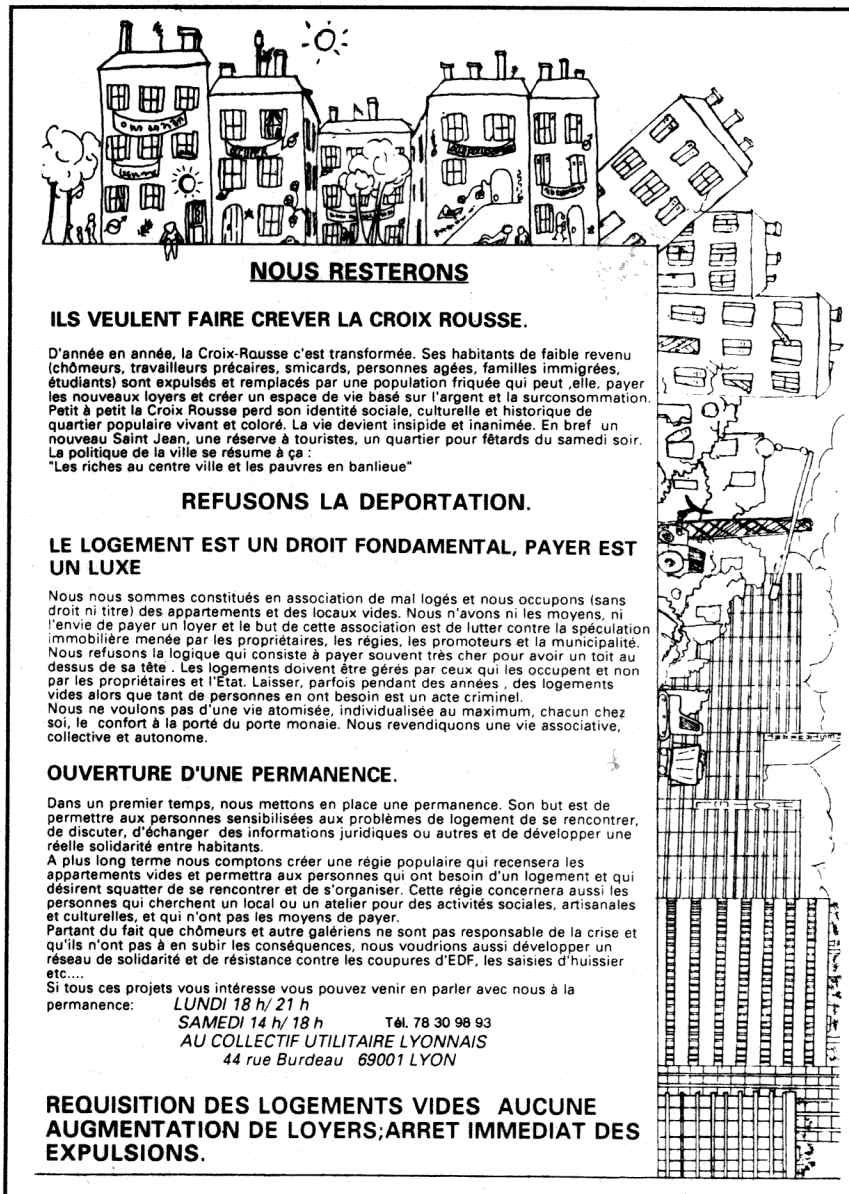
Des gens possédaient des illusions à propos du rôle des médias. On disait qu'une présence des médias pouvait rendre moins probable la violence policière. Combien de milliers de films sur la violence des flics est-il besoin de tourner avant que les gens réalisent que ce n'est pas vrai ? Les flics peuvent toujours empêcher les gens de filmer s'ils en ont besoin, ou ils peuvent réaliser leur violence hors de vue. D'autres gens pensaient qu'il était important d'être en bonne relation avec les médias afin d'obtenir une « bonne publicité ». L'ambiguïté de cette attitude fut illustrée quand un squatter reconnut un photographe de presse comme quelqu'un qui avait vécu à côté de la maison que certains de ses amis avaient squattée. Le photographe avait conduit une campagne de harcèlement contre les squatters, réussissant en fin de compte à obtenir leur expulsion. A Stamford Hill, elle avait fait savoir à chacun (dans le but de faire plus facilement son travail) combien elle soutenait les squatters.

L'expulsion de Pullens Estate dans le sud de Londres en 1986 a reçu de loin moins de publicité, mais cela n'a pas mis d'obstacle à une résistance vraiment effective (quoique il est vrai que les circonstances étaient quelque peu différentes).

Il y a maintenant beaucoup de cités dans Londres comme à Stamford Hill où squatters et locataires vivent côte à côte. Avec l'arrivée de la Poll Tax (taxe d'habitation déterminée en fonction du nombre d'habitants par superficie donnée), la déréglementation des loyers et la privatisation des logements municipaux (projet HAT, etc.), les squatters, les locataires du privé et du municipal vont avoir un intérêt commun à résister à ces mesures. Que cela puisse se traduire dans une nouvelle résistance collective organisée reste à voir. ■



Brixton, les enfants des ghettos



NOUS RESTERONS

ILS VEULENT FAIRE CREVER LA CROIX ROUSSE.

D'année en année, la Croix-Rousse c'est transformée. Ses habitants de faible revenu (chômeurs, travailleurs précaires, smicards, personnes agées, familles immigrées, étudiants) sont expulsés et remplacés par une population friquée qui peut ,elle, payer les nouveaux loyers et créer un espace de vie basé sur l'argent et la surconsommation. Petit à petit la Croix Rousse perd son identité sociale, culturelle et historique de quartier populaire vivant et coloré. La vie devient insipide et inanimée. En bref un nouveau Saint Jean, une réserve à touristes, un quartier pour fêtards du samedi soir. La politique de la ville se résume à ça :
"Les riches au centre ville et les pauvres en banlieue"

REFUSONS LA DEPORTATION.

LE LOGEMENT EST UN DROIT FONDAMENTAL, PAYER EST UN LUXE

Nous nous sommes constitués en association de mal logés et nous occupons (sans droit ni titre) des appartements et des locaux vides. Nous n'avons ni les moyens, ni l'envie de payer un loyer et le but de cette association est de lutter contre la spéculation immobilière menée par les propriétaires, les régies, les promoteurs et la municipalité. Nous refusons la logique qui consiste à payer souvent très cher pour avoir un toit au dessus de sa tête . Les logements doivent être gérés par ceux qui les occupent et non par les propriétaires et l'Etat. Laisser, parfois pendant des années , des logements vides alors que tant de personnes en ont besoin est un acte criminel.
Nous ne voulons pas d'une vie atomisée, individualisée au maximum, chacun chez soi, le confort à la porté du porte monaie. Nous revendiquons une vie associative, collective et autonome.

OUVERTURE D'UNE PERMANENCE.

Dans un premier temps, nous mettons en place une permanence. Son but est de permettre aux personnes sensibilisées aux problèmes de logement de se rencontrer, de discuter, d'échanger des informations juridiques ou autres et de développer une réelle solidarité entre habitants.
A plus long terme nous comptons créer une régie populaire qui recensera les appartements vides et permettra aux personnes qui ont besoin d'un logement et qui désirent squatter de se rencontrer et de s'organiser. Cette régie concernera aussi les personnes qui cherchent un local ou un atelier pour des activités sociales, artisanales et culturelles, et qui n'ont pas les moyens de payer.
Partant du fait que chômeurs et autre galériens ne sont pas responsable de la crise et qu'ils n'ont pas à en subir les conséquences, nous voudrions aussi développer un réseau de solidarité et de résistance contre les coupures d'EDF, les saisies d'huissier etc...
Si tous ces projets vous intéresse vous pouvez venir en parler avec nous à la permanence: *LUNDI 18 h/ 21 h*
SAMEDI 14 h/ 18 h **Tél. 78 30 98 93**
AU COLLECTIF UTILITAIRE LYONNAIS
44 rue Burdeau 69001 LYON

REQUISITION DES LOGEMENTS VIDES AUCUNE AUGMENTATION DE LOYERS;ARRET IMMEDIAT DES EXPULSIONS.

New-York City

Il y a maintenant environ 100 000 sans-abris à New-York tandis que dans le même temps, plus de 80 000 appartements municipaux sont restés vides, plus de 90 000 personnes ont été expulsées et les équipes de SWAT (Special Weapons and Tactics) ont été utilisées pour faire partir les gens. Deux femmes, Elisabeth Magnum et Eleonor Bumpurs, ont été tuées par les flics pendant les expulsions. Tandis qu'il y a une liste d'attente de 15 ans d'environ 150 000 personnes pour le logement public, la ville cède progressivement son stock. Par suite, plus d'un demi million d'appartements ont été abandonnés à New-York depuis 1970, le résultat d'un désinvestissement agressif, d'un arrêt criminel des services de la ville et d'incendies volontaires. Koch le porc, maire de New-York, a dit dans la presse que les sans-logis vivant dans les rues ne devaient pas recevoir trop d'argent parce qu'ils étaient uniquement capables de « le dépenser en alcool et en drogue ». Ceux qui vivent dans les rues, les parcs et les bidonvilles sont sujets à des harcèlements et

des brutalités périodiques des forces de police municipale. L'administration de Koch a tenté aussi de nettoyer les rues des vagabonds en les confiant à des institutions psychiatriques. Pas étonnant que la plupart des sans-abris aient rejeté cette « offre ». Comme le souligne le magazine « Our Land » : « Pouvons-nous rester silencieux pendant que de nouveaux camps de concentration américains sont en préparation et que les sans-abris sont jetés hors des places et des parcs ? En combien de temps ces camps se rempliront-ils de victimes du Sida, de fumeurs de joints, de déserteurs et de « communistes » ?

Une étude académique effectuée au début des années 80 concluait : « Il y a une très importante cession à New-York, déplaçant (directement, indirectement ou par réaction en chaîne) entre 77 500 et 150 000 personnes par an ». Les chiffres du déplacement causé par la gentrification sont aussi donnés : « entre 25 000 et 100 000 personnes par an sur la période en cours ».

La gentrification de Lower Manhattan à New-York est un exemple des effets de la désindustrialisation des centres villes qui se déroule partout avec le déclin des cols bleus et la montée des cols blancs (bien sûr, le fait d'être un col blanc ne signifie pas nécessairement que vous ne soyez pas un prolétaire) : « La métamorphose des entreprises de cols bleus en celle de cols blancs rend l'économie de la cité encore plus incompatible avec sa force de travail, selon le New-York Times. En 1929, 59 % de la force de travail était composée de cols bleus. En 1957, le pourcentage chuta à 47 %. Vers 1980, moins d'un tiers de la force de travail totale des U.S.A. consistait en cols bleus ». L'emploi et l'usage de l'espace industriel antérieur ont été progressivement transformés. Un des fers de lance de ce processus a été le mouvement artistique, tant les artistes individuels que les propriétaires de galeries. A l'origine, les artistes vinrent dans le quartier, attirés par les loyers bon marché pour de vastes espaces idéaux pour la production artistique, c'est-à-dire les entrepôts, les greniers et les surfaces de travail claires.

Le processus commença avec Fluxus et plus récemment a été étendu dans Lower East Side par une collection hétéroclyte de tendances artistiques radicales. Le mouvement artistique Fluxus se développa à partir des années 50, se centrant graduellement à Soho Village, un secteur immédiatement à l'ouest de Lower East Side pendant les dix années suivantes. Un trait essentiel de leur activité, financée au départ par une riche famille de businessmen de New-York qui était aussi protectrice des arts, fut d'utiliser la surface des greniers pour réaliser leurs fantasmes de sybarites à propos des ambiances artistiques.

Plus récemment, dans Lower East Side lui-même, un espace spécifiquement résidentiel fut rendu disponible par le déplacement de travailleurs hors du quartier à cause du manque d'entretien des immeubles par les propriétaires fonciers, aux expulsions souvent effectuées par des moyens d'intimidation (par exemple des bombes incendiaires lancées sur des gens à l'extérieur de leur maison), de la police fermant les yeux sur des activités telles que les opérations de la mafia de la drogue et le haut niveau des crimes de rue. Les artistes étaient les pionniers de la gentrification sur cette nouvelle frontière pour la classe moyenne, en créant une scène artistique et une communauté combinant l'usage de leur espace pour vivre, produire, s'exhiber et exposer. Ces événements artistiques et l'ambiance culturelle attiraient les consommateurs d'art de la bourgeoisie qui en retour créaient un marché pour d'autres marchés culturels : bars pour yuppies, restaurants, etc. Il était inévitable que les galeries veuillent prendre leur place sur cette nouvelle scène, empaquetant dans leurs catalogues les frissons bohèmes du quartier.

Soit dit en passant, nombre des premiers artistes pionniers qui ne faisaient pas cela ont été dépréciés par le succès d'un projet qu'ils avaient aidé à démarrer et doivent maintenant partir pour commencer ailleurs le processus aux frais de leurs malheureux nouveaux voisins.

L'Etat subventionna le logement pour artistes lorsqu'il prit conscience de l'attraction de l'environnement artistique en créant les conditions pour l'investissement international. Un exemple en est l'A.H.O.P. : « L'alignement des intérêts du monde de l'art sur ceux de la municipalité et de la propriété immobilière devint explicite pour de nombreux résidents de Lower East Side pendant la bataille finalement victorieuse que les groupes communautaires menèrent pour vaincre « The Artist Home Ownership Programme » de Koch. En août 1981, la ville émit une requête pour des propositions pour le développement de l'A.H.O.P. Les requêtes sollicitaient « des propositions créatrices pour développer des lofts pour artistes en coopératives ou en copropriétés à travers la réhabilitation des propriétés possédées par la ville ». Le coût de l'A.H.O.P., d'environ 7 millions de dollars, devait être partiellement financé par « the Participation Loan Scheme Programme », qui consiste en 25 millions de fonds fédéraux affectés

Accès de chaleur à Manhattan

New York (correspondance)

Avec ses Portoricains, ses immigrants polonais et ukrainiens et toute une population de moins de trente ans venue à New York dans l'espoir d'une carrière artistique, East Village est l'un des derniers authentiques melting pots de Manhattan. La vague de chaleur de cet été — quasiment quarante degrés en permanence — a provoqué un nouvel afflux dans le quartier. Des New-Yorkais sans domicile, suffoquant dans les refuges, ont envahi le parc de Tompkins Square. Ils sont 250 à y camper continuellement.

Or, les prix insensés des loyers à Manhattan ont aussi amené les Yuppies à East Village. Un slogan bombé dans le mur des supermarchés à l'angle de l'avenue A et de la quatrième rue résume la réaction des habitants face aux nouveaux venus : « Mug the Yuppies » (dévalisez les Yuppies). Ces derniers, qui habitent des immeubles luxueusement rénovés, comme le Cristadora au bord de Tompkins Square, ont demandé à la police, par le biais de l'« avenue A Block Association », de nettoyer le quartier. Avec les loyers qu'ils payent, ils veulent des rues et un parc propres. Demande entendue : la mairie de New York a imposé le couvre-feu à partir d'une heure du matin dans les parcs de Manhattan. Le but proclamé de cette mesure est de débarrasser la ville et ses parcs des petits trafiquants de drogue qui les peuplent.

Il n'en fallait pas plus pour mettre le feu aux poudres. De véritables scènes d'émeutes ont eu lieu, dans la nuit de samedi à dimanche, à Tompkins Square. 450 policiers ont affronté, de 23 h 30 à l'aube, 750 manifestants. Les accrochages ont été très rudes : vers trois heures du matin, un hélicoptère rasait les toits pour en chasser des manifestants qui lancaient des briques sur les forces de police rassemblées dans la rue.

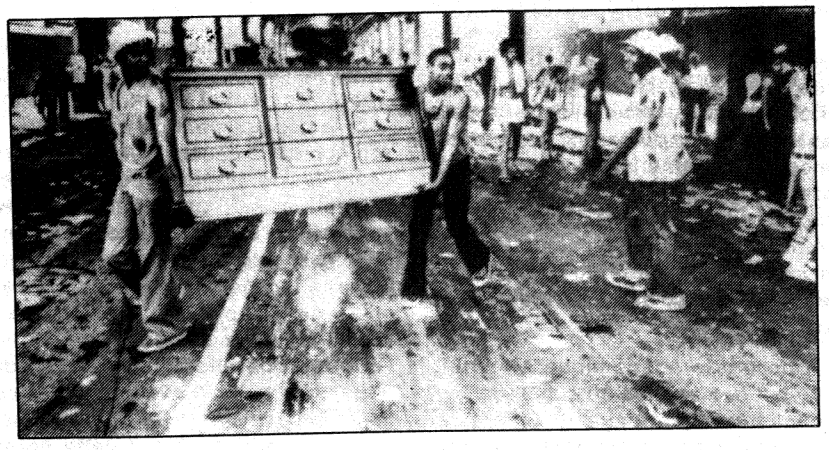
Craignant une nouvelle escalade de la violence — neuf personnes arrêtées et trente-huit blessés samedi soir — la mairie a choisi de baisser les bras et de reporter la mesure de couvre-feu. Dimanche soir, environ 200 manifestants criaient victoire devant une centaine de policiers qui ne sont pas intervenus. La mairie a sans doute eu du flair : vers minuit, sur la Première Avenue, des groupes de jeunes descendus d'autres quartiers se dirigeaient vers le point chaud.

Michel SLUBICKI

LIBERATION 10-08-88

aux personnes de faibles ou modérés revenus pour les aider avec des crédits garantis à un faible taux. L'impatience de la ville à attribuer 3 millions de dollars des fonds publics pour les besoins locatifs des artistes de la classe moyenne blanche fut ressentie comme une claire indication de l'attitude de la ville face aux besoins en logement des pauvres. En dépit du fait que la communauté artistique faisait fortement pression pour rendre effectif l'A.H.O.P., elle fut vaincue en février 1983. Une considérable pression soutenue par divers groupes communautaires força de nombreux supporters du monde de l'art et de membres du bureau des estimations à changer leurs vues. Bien que dans ce cas, une telle stratégie flagrante de manipulation échoua, la gentrification continue par d'autres moyens. Ce n'est pas une coïncidence si Lower East Side est juste en bas de la route provenant d'un des plus grands centres financiers du monde. Il est évidemment préférable pour le capital d'avoir un quartier gentrifié « sûr » près du cœur financier du pays qu'une population potentiellement explosive pour laquelle les banques sont d'évidentes cibles pour se venger.

Tompkins Square Park dans Lower East Side (ou East Village, comme les occupants l'appellent maintenant) est entouré de maisons incendiées tombées en ruines, de quelques restes de locataires et de yuppies en copropriété. Ce fut le logis de milliers de sans-abris (et fut utilisé pour des fêtes en plein air) jusqu'à une décision de police pour imposer un couvre-feu à partir d'une heure du matin, au cours du mois de juillet 1988.



« Les prix ont trop augmenté. Maintenant, il n'y aura plus de prix. Quand nous en aurons fini, Broadway n'existera plus. »

Un jeune homme de Bushwick (Time 25 juillet 77)

Ce fut apparemment à cause de plaintes d'associations de voisins à propos du bruit, ce qui signifie que ce fut vraisemblablement une tentative d'apaiser les yuppies et les spéculateurs immobiliers, inquiets de la

STRATEGIE DE LA « DECONCENTRATION SPATIALE »

Le 2 novembre 1980, Yulanda Ward, jeune militante noire de 22 ans est abattue d'une balle de 357 Magnum en pleine rue de Washington. Sa mort apparaît directement causée par les découvertes, qu'elle rendit publiques, des plans gouvernementaux américains relatifs au logement. En d'autres lieux, d'autres responsables du Grassroots Unity Conference, dont Y. Ward était membre, et qui se bat contre ce qu'on appelle la « déconcentration spatiale », sont cambriolés, kidnappés, menacés par téléphone, attaqués verbalement par les fonctionnaires du gouvernement. Jusqu'à l'année 1979, les groupes militants en faveur du logement partaient du fait que la lute qu'ils menaient contre les spéculateurs immobiliers et la bureaucratie gouvernementale avait des bases économiques. Que les spéculateurs convoitaient les terrains des quartiers pauvres des centres-villes comme une sorte de mine d'or à exploiter coûte que coûte. Ceci jusqu'au mois d'août 1979, où ils découvrirent avec stupéfaction l'existence d'un rapport gouvernemental datant de 1967, rédigé à la demande du Président Johnson : le rapport Kerner.

Celui-ci arrivait à la conclusion que la pauvreté des centres-villes était si retranchée que ces ghettos ne pouvaient qu'être facteurs d'émeutes (comme celle de Détroit en 1967), et donc une menace sérieuse aux privilèges constitutionnels que les Américains affectionnent... Ils en déduisaient donc que si le problème ne pouvait être éliminé à cause du système américain de « libre entreprise », alors la technologie américaine se devait de le contenir, ce qui ne pouvait aboutir que par la « déconcentration spatiale ». En d'autres termes, on rendait la pauvreté si concentrée dans les centres et le désespoir si accablant, que le gouvernement se devait de le dissoudre, disperser les populations concernées à l'extérieur des villes pour garantir les privilèges de la classe moyenne et sauvegarder l'idéal de l'american way of life. Mais où les envoyer ? Ce fut l'objet de nombreuses recherches des membres de la Commission, composée pour une grande part de personnel militaire et paramilitaire*. La réponse à cette question fut exposée dans le chapitre 17 du rapport : la banlieue, l'endroit le plus éloigné du centre-ville...

Un des membres de la Commission, Anthony Downs, argua que les centres-villes étaient résolument irréparables et devaient être liquidés. La classe moyenne pouvant ainsi, à la suite d'un abandon prolongé, réoccuper ces espaces et leur donner le souffle d'une vie nouvelle.

Un autre stratège, du même tonneau que Downs, Bernard Weissbourd, écrivit en 1968 un article intitulé « Pour une stratégie urbaine » dans lequel il propose d'épurer le nombre des pauvres et des marginaux peuplant les centres, en les incitant (...) à migrer vers les banlieues. Et ceci jusqu'à obtenir un quota du 1/4 de la population des centres et non plus des 3/4. Dans un autre article « Proposition pour un nouveau programme du logement : les communautés satellites », il envisage de remplacer les quartiers centraux démolis par la complète reconstruction de « nouvelles villes dans la ville » à l'intention des classes moyennes. Et pour décompresser la menace des populations expulsées, la construction de nouveaux logements à l'extérieur des villes ainsi que la création ou la promotion d'activités salariales et sociales dans les banlieus, suffisamment développées pour les obliger à abandonner le centre.

Bien d'autres mesures encore furent reprises au compte du rapport Kerner, notamment en ce qui concerne la "ghettoïsation" raciale (...). Ce qu'il faut savoir, néanmoins, c'est que les théories de Downs et de Weissbourd sur « l'intégration économique dispersée » fut intégralement reproduite dans le Programme pour la mobilité du logement de 1979, lequel dossier se trouva atterrir dans les mains des militants pour le logement. Les projets gouvernementaux de 1967, loin d'avoir été abandonnés, avaient été développés au point de passer à leur phase expérimentale en 1977. A aucun moment, évidemment, il n'est question de réhabiliter les quartiers en vue du relogement de ses anciens habitants, mais bien de purger la ville d'une classe dangereuse au profit des classes moyennes et de la petite bourgeoisie : ce qu'on appelle dans les pays anglo-saxons la « gentrification ».

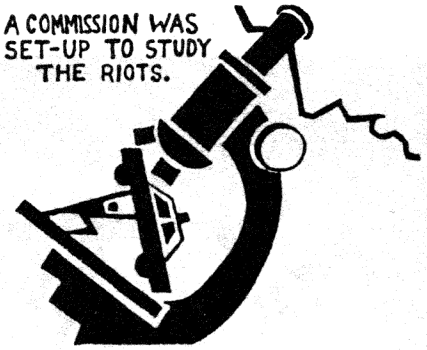
Paupérisation, expulsion, émigration, atomisation... il est clair que c'est de nos capacités de concertation et de révolte collective dont il s'agit à New-York, Washington, Londres, Berlin, et Paris comme ailleurs...

F.L.

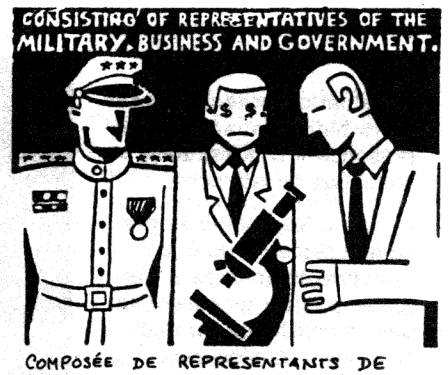
*** Participèrent à cette commission : 30 départements de police, 12 représentants des différents corps d'armée, l'Agence pour le développement international, la Rand Corporation, le Brookings Institute, le F.B.I., l'Association internationale des chefs de police...**



1968 : Emeutes dans les centre villes.



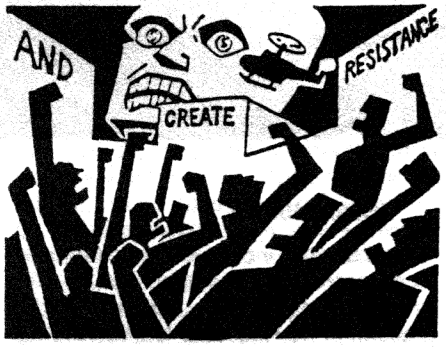
Une commission est mise en place pour étudier ces émeutes.



COMPOSÉE DE REPRESENTANTS DE L'ARMEE ET DU GOUVERNEMENT.



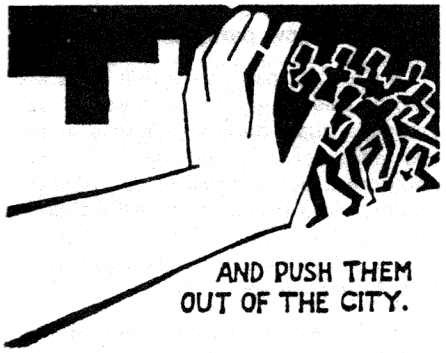
ENTASSÉS DANS LES CENTRES DES VILLES, LES PAUVRES PEUVENT COMMUNIQUER ET S'ORGANISER,



ET OPPOSER UNE RESISTANCE.



LEUR SOLUTION A ETE DE DISPERSER CETTE MASSE DE GENS,



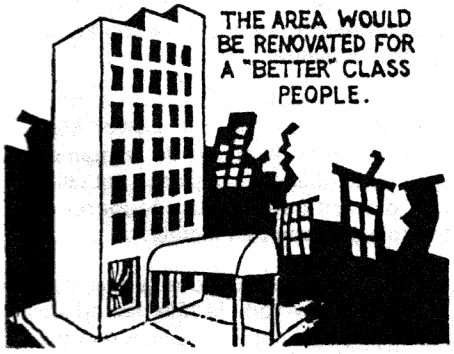
ET LES REJETER EN-DEHORS DES VILLES.



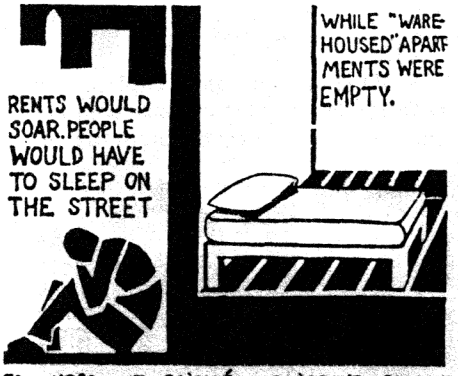
EN LEUR OFFRANT DE L'AGENT POUR QU'ILS PARTENT.



DES LORS, ON A LAISSÉ LES QUARTIERS PAUVRES SE DELABRER. LES FLICS ONT FERMÉ LES YEUX SUR LA DROGUE ET LES INCENDIES VOLONTAIRES.



L'ESPACE A ÉTÉ RÉNOVÉ POUR DES GENS D'UNE "MEILLEURE" CLASSE SOCIALE.



LES LOYERS ONT GRIMPÉ, OBLIGEANT LES GENS A DORMIR DANS LA RUE, ALORS QUE DES LOGEMENTS ETAIENT VIDES.



IL A RÉSULTÉ DE CE PLAN UNE VAGUE DE GENS SANS LOGEMENT...



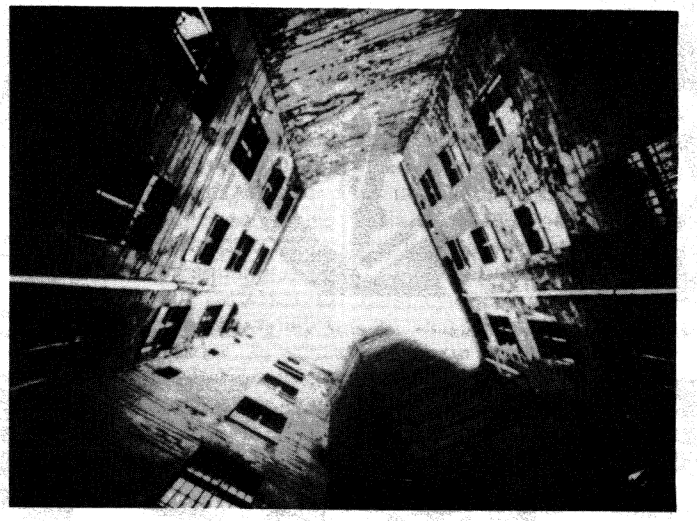
QUE FERA-T-ON A CE PROPOS ?

Propriété de la Ville
DEFENSE D'ENTRER

Graphics by Seth Tobocman

dévaluation potentielle de leurs biens causée par la présence « d'indésirables » sur le pas de leur porte.

Dans les semaines précédant l'émeute du 6 juillet, la police commença à nettoyer périodiquement le parc à une heure du matin. Une petite réunion, tenue le 30 juillet pour protester contre le couvre-feu, fut brisée par la police qui arrêta quatre personnes et en blessa plusieurs autres. Cela conduisit à l'appel à une réunion le 6 août.



Le 6, à 11 heures du soir, 100 flics, certains à cheval, stationnaient dans le parc à cause des manifestants. Peu après, plusieurs centaines de personnes arrivèrent à l'improviste et disaient : « La gentrification est la guerre de classe : combattez-la ! ». Ils pénétrèrent dans le parc, y marchèrent pendant un moment, puis la plupart d'entre eux ressortirent dans la rue.

Un peu plus tard, les flics furent bombardés de bouteilles et envoyèrent des renforts, y compris un hélicoptère. Les flics chargèrent alors la foule, provoquant une émeute qui dura plusieurs heures. 31 personnes et 13 flics furent blessés, 9 personnes furent arrêtées sous l'inculpation d'émeute, de désordre public, etc.

Du fait de la colère générale devant les attaques sauvages des flics sur la foule, Koch fut obligé de lever le couvre-feu le 7 août. Le jour suivant, 800 personnes se rencontrèrent dans une église près du parc pour discuter de ce qui était arrivé. A la réunion, les gens exprimaient de l'hostilité non seulement à l'égard des flics mais aussi à l'égard de ceux qui coopéraient avec eux, les Guardians Angels par exemple. Le 9 août, 600 personnes marchent sur le 9e commissariat de Precinct où les flics refusèrent de leur parleur. Le 13 août, un jour de protestation se déroula où 13 personnes furent arrêtées.

William Brevard, un ouvrier noir du coin, commente les événements : « Il y a des problèmes plus profonds à la situation. Des gens se plaignent à propos des sans-logis mais est-ce que cela ne montre pas qu'il y a des sans-abris qui doivent venir ici tout de suite ? Ce qui est arrivé ici est un côté de l'Amérique qui n'a pas été montré. Ce n'est pas une question raciale, oubliez le problème racial; ici, vous voyez des blanc et des noirs parmi les sans-abris. Il s'agit de gens qui n'ont rien, contre ceux qui ont de l'argent ».

CONCLUSION

• La base industrielle traditionnelle des centres-villes est en déclin progressif pour plusieurs raisons : le déplacement de l'industrie lourde vers les pays du tiers-monde aux coûts de travail meilleur marché, l'automation croissante de certains secteurs du processus de travail et le besoin de centraliser l'administration et les affaires partiellement dans les centres-villes.

Simultanément, il y a un processus parallèle des secteurs administratifs (du moins de ceux qui ne dépendent pas à la seconde des décisions du business) de sous-traitance dans des cités et des banlieues, ce qui crée en retour un nouveau potentiel pour la valorisation de l'espace qu'ils laissent libres dans les centres villes.

• Ce changement dans le processus d'accumulation a impliqué une intégration croissante de la consommation culturelle comme une de ses composantes essentielles.

A Pittsburg, autrefois capitale US de l'acier, l'Etat et les investisseurs privés ont amorcé un gros projet de re-



développement culturel : l'Etat réalise des profits par une taxe sur les divertissements levée sur les tickets de théâtre et les recettes de parking, tandis que dans le privé, pour chaque dollar directement dépensé en consommation culturelle, 3-4 sont dépensés dans les autres débouchés du commerce de détail : boutiques, hôtels, restaurants, etc. Le capital anglais a suivi de près les expériences de ce type et entame quelque chose de similaire à Bradford, avec une proposition de développement du centre-ville de 100 millions de Livres, avec une base septentrionale possible pour le théâtre national et la collection d'art indien V&A. Un projet de conservation a été lancé pour les entrepôts de bois victoriens, l'un d'eux a été transformé en galerie d'art, de 50 000 £, et en complexe d'ateliers. Des développements similaires se déroulent à Liverpool et Glasgow, parmi tant d'autres.

• Ce n'est pas seulement dans les centres villes que ce procès est au travail mais aussi dans les régions autrefois industrielles qui ne possèdent pas seulement des locaux et de l'espace pouvant être revalorisés, mais encore un taux élevé de chômeurs pouvant être employés dans les services pour de faibles salaires.

A Hemsworth, un village minier dont le puits fut fermé après la grève, une plage intérieure a été créée avec des milliers de tonnes de sable déversé sur les rives du lac local. Cette « station balnéaire » à 40 miles de la côte a généré une industrie touristique sur le site minier.

• Dans cet article, nous nous sommes concentrés sur Lower Manhattan comme exemple de la manière dont l'Etat et le gros business ont utilisé l'art d'avant-garde pour récupérer un territoire devenu peu lucratif.

Comme nous pouvons le voir dans l'AHOP à New-York, le rôle des artistes ne fut pas spontané mais ils furent utilisés par une alliance de l'Etat, des propriétaires immobiliers et des élites du big business pour faire office de coin pouvant destabiliser et finalement déplacer les communautés ouvrières. Par exemple, à Manhattan, l'élément culturel a comme effet de rehausser la valeur de quartiers financiers des environs, non seulement en écartant la peur d'une importante et coléreuse population « indésirable » qui n'a rien à perdre, mais encore en fournissant les

agréments pour les goûts culturels distingués de l'élite financière.

• A Londres, aucune des deux stratégies ébauchées ici ne semble avoir été déployée, à l'exception possible de Nothing Hill. Ici, c'est plus le cas de yuppies jouant le rôle de pionniers, apportant leur bagage culturel avec eux, des débouchés pour les goûts de la bourgeoisie, ce qui en retour crée un environnement attirant pour d'autres yuppies y arrivant. Ce processus est encouragé par des agents immobiliers manipulant le marché.

• Dans une période de faible développement économique, l'art une des peu nombreuses industries en expansion. L'art et la propriété immobilière, comme marchandises, partagent une caractéristique d'une grande importance pour le capital dans le climat actuel de récession : ils peuvent être l'un comme l'autre en constante revalorisation. Là où la propriété a une valeur d'usage spécifique (c'est-à-dire comme espace d'habitation), l'art n'en a pas; l'art est devenu une incarnation pure du capital, conformément à sa fonction sociale et idéologique : « A l'heure où la fusion de l'art et du business est la plus complète, une nauséabonde contradiction surgit entre le besoin sérieux de proclamer la créativité (en réalité son opposé) et l'accumulation cynique d'argent. Les capitalistes exploitent les autres (...). Au milieu des années 80, la figure du commissaire-priseur est celle qui attire l'attention dans les deux capitales les plus avancées de l'art : Londres et New-York. La combinaison paradoxale de pédanterie dédaigneuse et de l'œil acéré sur les prix s'introduit avec la tendance à la spéculation mondiale sur les actions et la montée en flèche des valeurs immobilières dans les centres financiers majeurs. Avec les banques commençant à ouvrir des services de conseil artistique, l'art est devenu un débouché pour l'investissement comme jamais auparavant, attirant l'argent à la recherche de gains rapides et d'actifs appréciables ». L'idéologie artistique se définit comme une activité purement créatrice éloignée le plus possible des tripatouillages malpropres de la place du marché. Mais en réalité, l'art incarne la logique folle du capitalisme sous sa forme la plus claire : la domination totale de la valeur d'échange sur la valeur d'usage.

• La seule fonction radicale pour l'art que nous connaissons est celle proposée par Bakounine dans l'insurrection de Dresde de 1849, quand il préconisait, sans succès, de sortir les peintures des musées et de les poser sur les barricades à l'entrée de la ville pour voir si elles pourraient stopper le feu des soldats arrivant sur elles. ■

Paris

Les Indiens en savent quelque chose. Après avoir vu défiler des explorateurs, des curés, l'armée et les marchands, quand arrivent les ethnologues, une époque est terminée. Voilà qui s'applique parfaitement à Paris. Quand arrivent les cinéastes, des romanciers, pour relever les derniers vestiges de ce qui fut un quartier, une page est tournée. On a pu le voir en 81/82, avec le secteur Belleville, G. Mordillat publiait son livre « Vive la Sociale », « un hymne au XX[e] arrondissement, qui n'est ni un paysage ni une curiosité, mais un état d'esprit ». La Poclain n'est pas loin. Comme titrait cyniquement le journaleux chargé de vanter la came : « Un trait de plume est tiré sur le XX[e]. Le cinéma était aussi sur le coup. Ne pouvant les interdire de quartier, nous essayions, au hasard des rencontres, de perturber le tournage. Quant aux "ponks" qui ont accepté, pour quelques pascals, de faire de la figuration ou de passer leurs turnes, qu'ils retournent à leur vomi. Plus récemment, un tract-invitation à un vernissage annonçait la sortie d'une revue « Le temps de la Bastille ». « Notre revue, ces temps de la Bastille, invite à



traiter de cette évidence : on ne descend jamais dans la rue sans projet de passionnelle et viscérale nécessité d'insurrection. Ce quartier est comme un beau risque, fonctionne comme un pari ». Pour commencer, ils se sont trouvé un travail à la mesure de leurs moyens, plus simple, archiver quelques documents sur ce quartier. Il était temps car il n'existe plus. Le Marais bien sûr, est déjà depuis longtemps quartier-musée pour touristes friqués, et réserve à intellectuels. Mais aussi, et c'est plus dommage, de l'autre côté de la Bastille, en s'enfonçant dans le XI[e]. On a aussi pu voir Bariani, le maire-fossoyeur du XX[e], chanter à la télévision une vieille chanson du Paris populaire pour expliquer ensuite combien il aimait le XX[e] arrondissement. Le bûcheron a toujours aimé la forêt.

Pour L. Chevalier, « L'Assassinat de Paris » (éd. Calmann-Lévy), en projet dès le début des années 50, commence réellement vers 58 avec l'arrivée de De Gaulle, et est achevé au début des années 70 avec la destruction des Halles, le cœur de la ville. Il est remarquable que ce prof d'université, spécialiste de l'histoire de Paris, et à ce titre ayant participé à de nombreuses commissions à l'origine de cette destruction, que cet ami de Pompidou, mais néanmoins amoureux de sa ville, puisse écrire qu'en mai 68, « la transformation (de Paris) est alors si avancée qu'il est bien difficile de ne pas voir dans la révolte des jeunes, entre autres choses, le refus de vivre dans ce milieu urbain, dans cette ville « nanterrisée » qui, par son ennui, sa laideur, sa bêtise, son béton, par l'asservissement auquel elle condamne, résume ce dont ils ont horreur ».

Cette ville, Paris, « qui avait barricadé 10 fois ses rues et chassé des rois », il n'était pas suffisant de la vider de ses habitants (20 000 habitants chaque année), il fallait aussi la détruire pour que toute trace de ce passé glorieux disparaisse.

Des sondés, nous disent les journaux, ne feraient plus trop la différence entre la droite et la gauche. On les comprend. La cohabitation, ce qu'on appelle maintenant consensus, est aussi à l'œuvre pour régler définitivement la question parisienne. Ce qui



n'empêche pas des luttes de pouvoir. Le PS aimerait déloger Chirac de Paris, et pour commencer, se gaufrer l'OPHLM. Dans un rapport destiné à Chirac, Bariani expliquait : « Nous faisons les plus mauvais scores dans les quartiers à forte densité de logements sociaux. Depuis 83, le nombre de logements sociaux est passé de 2 000 à 700. Vous aviez admis en 83, à ma demande, le principe de la diminution de construction de logements P.L.A. Une politique d'attribution de logements pendant les 8 mois qui restent, conduisant à l'implantation de locataires réputés nous être favorables, me paraît être une mesure d'urgence à prendre ». Tous les coups sont permis. Récemment, la télé passe deux émissions coup sur coup, l'une sur les squatts, l'autre sur les hôtels meublés; France-Soir tire une pleine page sur les squatts, et 7 à Paris sur l'hôtel de la rue Keller et le Comité des mal-logés. L'Abbé Pierre, qu'on croyait définitivement à la retraite, la ramène à nouveau avec son « Hiver 54 ». Ce qui n'est pas le fait du hasard.

Passer à la téloche n'est pas mon fort. Mais que certains profitent d'une occasion pour s'inscruster, pourquoi pas. Encore faut-il savoir où on met les pieds. De ce que j'ai pu entendre (dans la rue, dans les bistrots), ces deux émissions n'ont pas laissé indifférent. C'est bien de notre ville dont on nous dépouille. Il y a eu aussi quelques bons moments. Le langage de la vérité fait toujours mal. N'empêche, le soleil médiatique n'est pas pour nous, mais leur grossièreté est du moins amusante. Par exemple, l'intervention téléphonique de G. Sarre, ministre socialiste, en invité-surprise. Mais ce sera le Libé du 9 novembre qui donnera l'explication de tout ce battage. Le gouvernement préparait un projet de loi pour « déverrouiller l'accès au logement pour les plus démunis »; accroître la construction et la rénovation des logements sociaux, mais surtout renforcer le rôle du préfet (donc de l'Etat) dans l'attribution des logements HLM.

Le lendemain de l'émission sur les hôtels meublés, j'écoutais deux « meufs » parler dans un bistrot : « La mairie rachète les hôtels meublés et ne prend plus les loyers. Ils deviennent des squatters, ce qui donne le prétexte pour les vider. Là, c'est Chirac, mais avec les socialistes, ça sera la même chose ». Ils sont d'accord sur l'essentiel. Paris est mort. Le cadavre est à terre. Mais il y a encore de beaux restes. Après s'être occupé de l'ouest (mais les « beaux quartiers » n'avaient pas grand-chose à perdre), après avoir dévasté le centre, il restait l'est, du XIII[e] au XVIII[e]. Le « projet est parisien » de Chirac s'accorde parfaitement avec les grands travaux de Mitterrand : Opéra Bastille – très grande bibliothèque – ministère des Finances – Villette. Même Bouygues est sur le coup. En rachetant les Grands Moulins de Paris, près de la gare d'Austerlitz, et futur grand centre d'affaires, il se place en pôle position. Va y avoir de la tune à croquer. « La ville est apparemment ravie que ce morceau de l'est parisien se modernise à grande allure. Il est vrai que dès 84 le Conseil de Paris avait accepté le projet de l'Opéra, modifié le P.O.S. pour l'autoriser à s'élever jusqu'au niveau de la colonne de Juillet et refusé d'établir alentour une zone de préemption qui lui aurait permis de contrôler l'évolution du quartier. Main dans la main, socialistes et chiraquiens ont abandonné le faubourg à son destin »(Le Monde, 20 avril). Ce qui fait qu'actuellement, nous sommes en train de voir le travail.

La ville dispose de moyens efficaces pour les irréductibles qui ne veulent pas s'expatrier en lointaine banlieue : — **la Commission d'insalubrité ou un arrêté de mise en péril** qui ont force de loi (cf. la rue de Tourtille en septembre 88 : « L'immeuble qui menaçait de s'effondrer gênait les projets de construction engagés dans le quartier ») — **casser « en se trompant »** (cf. le 17, rue Vandrezanne en octobre 88 : « L'immeuble s'effondre à la suite d'un coup de pelleteuse sur le chantier voisin dépendant de l'OPHLM. Un office qui avait justement des visées sur ce bâtiment ») — **envoyer les vigiles** (cf. rue de Volga, rue Keller, etc.) — **les incendies criminels** (« Paris, XX[e] arrondissement, hiver 86 : les incendies ont éclaté au milieu ou à la lisière des chantiers de rénovation qui bouleversent le quartier. Bizarre, non ? » Actuel, avril 87) — **les provocations fafs** (cf. place de la Réunion en octobre dernier). Mais si cela n'est pas suffisant, il sera toujours temps de faire appel à la force publique. L'intensification du flicage accompagne toujours la rénovation d'un quartier. « Chirac a annoncé sa décision de doter d'équipes de surveillance les principaux grands ensembles HLM de l'est parisien, qui souffrent de problèmes d'insécurité » (Libé, le 28 septembre 88).

« Passage Josseaume, dans le XX[e]. Sur un terrain vague cerné par des immeubles condamnés, au milieu des gravats et des bombages de graffitis, une grosse centaine de personnes se sont rassemblées sous une tente de fortune. C'était un défilé de mode, organisé pour présenter les modèles de M. Margiela. Il fallait voir, serrées de près par leurs chauffeurs balèzes, les luxueuses limousines des happy fews de la mode ». Les Anglais, qui ont le même problème, appelle cela « gentrification » (cf. la brochure « Sacré Cocktail ») : l'envahissement par toute une faune d'artistes branchés, d'alternos, d'un quartier qui va être rénové. Ceux-là ne sont que l'avant-garde. D'autres suivent derrière, plus friqués. Les loyers grimpent, des boutiques s'installent, les bistrots sont rachetés, rénovés, et deviennent ces sortes de choses, des bars à vins faits sur mesure pour une clientèle de cadres qui ne savent pas se bourrer la gueule correctement mais font mine d'apprécier (en raquant très cher) le pinard nouvellement à la mode. On avait déjà pu voir ça au début des années 70 avec le quartier Buttes-aux-Cailles qui n'y a pas survécu. Ou aussi vers 1985, pour la très belle et tragique rue de la Roquette.

Dans certains secteurs sensibles, des immeubles sont prêtés, ou loués pas cher, par la mairie de Paris aux alternos-artistes; ce qui permet, entre autre, qu'ils ne soient pas squattés. Quelques-uns ont été repérés : avenue d'Italie et quai de la Gare dans le XIII[e], rue des Orteaux dans le XX[e], passage Delaunay dans le XI[e], rue David-d'An-



gers dans le XIXe. Cette liste n'est pas exhaustive. En attendant le règlement définitif de ce problème, le mieux, pour commencer, est d'incruster leurs « fêtes »; on a toutes les chances d'y trouver une bourrade gratos, de nombreuses embrouilles et plus encore si la soirée est bonne.

Les Fosses, dans une de leurs affiches, remarquent que « c'est souvent s'avouer vaincu que de squatter ce dont personne ne veut plus ». Ceci me semble normal. Hormis quelques belles exceptions, nous arrivons dans un quartier généralement trop tard, quand il s'enfonce et disparaît. Ceci dit, les immeubles et pavillons squattés ont le confort habituel qu'on trouve dans un appartement loué.

Durant l'émission sur les squatts, un des participants précisait à juste titre qu'il n'était pas le représentant des squatts, qu'il y avait toutes sortes de squatts, qu'il n'était qu'un squatter parmi d'autres. Par contre, et selon les nécessités du moment, certains squatts seront mis en avant (déformés) par les médias. En 77-79, les squatts autonomes; au début des années 80, les squatts « terroristes »; vers 1985, les squatts toxicos (il fallait cleaner l'îlot Chalons et la rue de Flandres). Actuellement, il serait plutôt question des « squatters de la misère ». Abbé Pierre, nous voilà ! Le petit film introductif au débat sur les squatts était à ce sujet révélateur. Pour ces salariés du mensonge, un squatt est nécessairement sans eau, sans électricité, juste un matelas. Un petit côté quart-monde en plein Paris. On dirait du Zola.

Il n'y a pas d'idéologie du squatt (hormis le commentaire intéressé des médias); donc pas de propagande. Dans le maigre éventail des conduites possibles, le squatt est une possibilité. A considérer froidement. Squatter offre quelques avantages : le refus de payer qui est un minimum (« Jamais nous ne travaillerons »), des locaux généralement un peu plus grands que ce qui est permis, donc des lieux où les gens peuvent se rencontrer, vivre collectivement, avec le terrain pratique pour ces rencontres (ouverture et autodéfense collective des squatts; intervention aux Assises sur les Nouvelles Solidarités à la Sorbonne, le 10 janvier 89, etc.).

De ces avantages, nous en voyons actuellement quelques conséquences. L'ouverture du 67, rue des Vignobles a permis, pendant quelques semaines, à des gens au départ isolés, de se rencontrer, de découvrir leur force et l'essayer. Depuis, ce phénomène n'a fait qu'amplifier. Ce qui n'a pas manqué, en retour, d'inquiéter la mairie de Paris. Le 28 novembre, deux squatts sont vidés. Pour la première fois depuis plusieurs années, pour vider une demi-douzaine de personnes par squatt, les flics sortent la grosse artillerie : 4 cars de CRS, 1 car de képis, des civils de Gambetta et des RG ! « En 1986, on comptait 36 immeubles sociaux squattés, aujourd'hui il y en a 187 » déclare Tibéri, qui se dit indigné du « laxisme du gouvernement ».

Certains voudraient obtenir une sorte de reconnaissance légale, le « droit au squatt » (cf. les squatters d'Amsterdam). Mais comment se satisfaire de si peu ! « Il devient ordurier de payer un loyer pour des maisons qui ont déjà été remboursées 10 fois ». Durant l'occupation des locaux de l'OPHLM rue Cardinal-Lemoine le 22 juin 88, une visite inorganisée dans les bureaux permit de tomber sur les cartons remplis de listings des retards de paiement. A vue de nez, l'OPHLM doit galérer pour récupérer sa tune. Problème sur lequel ils planchent. Par exemple, accepter comme locataires uniquement les gens solvables. Mais pas seulement. Au Mirail, dans la banlieue de Toulouse, pour retaper un peu une cité qui partait en sucette, ils ont commencé par offrir des facilités de crédit pour que les locataires rachètent leur appart, histoire de les responsabiliser. Quant aux autres, les mauvais payeurs, ils les regroupent ensemble dans des immeubles laissés à l'abandon. Quand ces mauvais payeurs jugeront utile de s'organiser de façon autonome pour se battre collectivement contre l'OPHLM, la question du logement se posera à un niveau supérieur, le problème encore étriqué du squatt sera dépassé. Nous pourrons alors sortir des grottes où on avait espéré nous enfermer. Bahou ! ■





LA SHELL BOYCOTTEE

La Shell a été de nouveau frappée durement dans la nuit du 15 au 16 octobre 1989 par des actions de sabotage principalement en Hollande, mais également au Danemark, Suède, Norvège, R.F.A., Espagne, Pays-Basque et Italie.

En Hollande, dans 33 stations-service les tuyaux des pompes à essence ont été coupés pendant que dans 3 autres stations les citernes étaient polluées rendant inutilisable leur contenu (50 000 litres d'essence au total).

Ces actions font suite à une campagne de lutte contre la multinationale Shell et ses liens avec le régime d'apartheid sud-africain menée depuis plusieurs années en Hollande.

Info trouvée dans Umanita Nova du 17 décembre 1989.

POINT DE VUE

Le livre de Serge Quadruppani a plusieurs vertus. Pêle-mêle :

— Ramener à des réalités diplomatiques les attentats sanglants et aveugles qui frappèrent Paris il y a quelques années (pour ne parler que d'eux).

— Rappeler qu'un Etat ne peut se livrer à des ventes d'armes et jouer les ingénus quand quelques kilos de dynamite explosent en plein Paris.

— Mettre à plat les relations policiers-journalistes et comprendre ainsi le mécanisme des montages médiatiques sur les arrestations de prétendus dangereux terroristes.

— Dire que la mort d'un Besse ou d'un Audran n'est pas plus choquante que celle d'un ouvrier sur un chantier.

Celles-là et d'autres font du livre de S. Quadruppani un ouvrage de salubrité publique au regard de toute l'édition grand public sur le sujet.

Grand public car Serge Quadruppani a un pied dans les halls de gare. Dans un ton familier au genre, il dresse des portraits psychologiques de militants en trois coups de cuillère à pot. Il sait vendre « sa mouvance » au lecteur. Ami de la révolution et de la démocratie, il sait dans un style un peu ampoulé, qui sied aux romans de gare, croquer à gros traits quelques figures typiques de la pensée libertaire ou marxiste. En quelques mots, il nous fait humer l'atmosphère qui règne dans les milieux anti-autoritaires. « Chez ces gens-là, on ne dénonce pas Monsieur », nous narre la délicieuse fable de l'autiste et de l'aveugle. En fin médiateur, il décrète qu'avec une poignée d'éducateurs de rue le problème A.D. aurait pu être réglé dès 1981.

Que l'autre pied du monsieur soit dans une revue pour l'abolition du salariat et de l'Etat semble l'autoriser à ces quelques travers. Mais aussi à dénommer, sans perdre son aplomb, sous le vocable de terrorisme toute action de sabotage ou symbolique, avec il est vrai la caution d'un ancien F.T.P. ayant fait un détour par « l'Indo ». Intro choc.

Cela dit, on ne trouvera pas dans ce livre de quoi fouetter un Quadruppani. Une savonnette mouillée ce bouquin ! Pas moyen de savoir ce qu'il a dans le ventre. Il file entre les doigts; tout travers trouve son contraire quelques pages plus loin. Rien de bien passionnant, rien de bien scandaleux. Quoique un malaise quand même, ne se veut-il pas par moment livre de conduite d'une opposition radicale que le mot grise et qui affiche son inoffensivité envers l'ordre qu'il dénonce. On croit en une société sans classe comme on croit aux OVNI ou en un dieu. Serge Quadruppani ne manque pas une occasion pour revendiquer la liberté de culte pour chacun pourvu que son expression se cantonne à un tract, une revue, un livre.

J'ai rien contre les tracts et les bouquins, mais plus ça va et on dirait qu'ils n'ont d'autre fonction que de permettre d'allonger une bibliographie ou d'appliquer son moule de pensée à quelque événement. Opinion de connivence. Peut-être légitimement lassé de combats sans reconnaissance, plus d'un, s'il n'a pas sombré corps et âme dans le libéralisme, aspire à la reconnaissance. Souvent par une prose qui n'a même plus pour objet de situer les termes de sa propre subversion. Carte de visite; viatique d'une sphère où l'on se tient chaud et où l'usure de la pensée fait que l'on n'est pas très regardant sur les écrits, voire le quotidien de chacun. Il faudra bien un jour faire une analyse cohérente de l'évolution du monde, et ce besoin ne peut se masquer longtemps derrière des écrits de circonstance ou en s'accrochant désespérément à des certitudes qui prennent l'eau de toute part.

Là c'est une autre histoire et on s'éloigne du livre de **Serge Quadruppani** qui lui s'appelle : « **L'anti-terrorisme en France** », à la Découverte.

BÉBERT

SOLIDARITE COMBATTANTE

Pologne : chroniques d'une société clandestine

En août 1984, Leszek Nowak écrivait dans un article reproduit dans cette anthologie : « Le système pluripartiste de la démocratie parlementaire est certes un paradis, mais pour les politiciens professionnels et non pour les simples gens, qui y sont toujours aliénés. Cette aliénation est moins grande que dans le système du parti unique, c'est vrai. Mais l'influence d'un seul vote tous les quatre ans sur les processus socialement importants est si peu significative, comparée à la puissance de l'establishment des partis, qu'il vaut la peine de réfléchir à des formes politiques plus adaptées à la réalisation des besoins sociaux de l'homme ordinaire ».



– Što se pitanja izlaska iz krize tiče, tu možeš biti potpuno miran! Jednoglasno smo se izjasnili za potrebu izlaska iz krize.

--SUR LA QUESTION DE SORTIR DE LA CRISE,TU PEUX ETRE TRANQUILLE! NOUS SOMMES TOUS TOMBE D'ACCORD SUR LA NECESSITE D'EN SORTIR.

A l'heure où s'effondre la domination totalitaire, et où les classes dirigeantes de l'Est tentent de moderniser le système d'exploitation par une alliance avec le capitalisme occidental et ses aspirants locaux, une nouvelle opposition est en train de naître en Pologne. Elle recherche une alternative révolutionnaire, qui trouve ses sources dans l'expérience de démocratie directe née des grèves d'août 1980 et dans le projet, exprimé par les délégués au premier congrès national de Solidarité en septembre 1981, de construire « une vie libérée de la pauvreté, de l'exploitation, de la peur et du mensonge ».

Cette anthologie, réalisée principalement à partir de la presse de Solidarité combattante, relate la genèse de cette opposition : manifestations et combats de rue, grèves, témoignages sur la vie quotidienne, discussions sur le passé et l'avenir, blagues politiques. Elle montre la richesse subversive d'une société clandestine, que ni la dictature militaire, ni l'actuel « compromis historique » entre la bureaucratie du P.O.U.P. et l'ancienne direction de Solidarité, n'ont pu étouffer, et qui ne se laisse pas réduire, comme on l'a fait trop souvent ici, à un simple phénomène anti-totalitaire, national ou religieux.

Ces documents sont accompagnés d'une préface, d'un entretien avec plusieurs membres de Solidarité combattante et d'une interview de Jozef Pinior, dirigeant du parti socialiste Révolution démocratique, l'un des principaux groupes, avec Solidarité combattante, de la nouvelle opposition polonaise.

(VOLUME BROCHÉ, 15 X 21, 320 P., SÉRIE B, N° 144, 98 F).

DOSSIER PRISON

Depuis le dernier bulletin du C.R.A.S. (novembre 89) nous avons reçu une quantité assez importante de documents ou brochures, en majorité :

— sur la situation dans les prisons françaises;

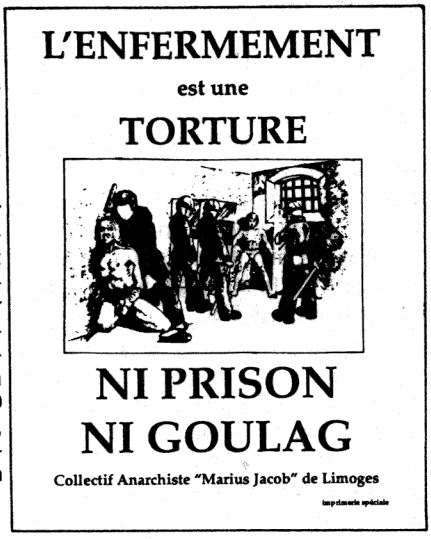
— sur les différents procès que subissent certains détenus prix au hasard lors de révoltes. Ces derniers, la justice les condamne à des mois ou des années supplémentaires de privation de liberté et de mort lente pour l'exemple. La nécessité pour le pouvoir de montrer à l'ensemble des détenus que dénoncer sa condition de chien et en plus de mordre, ça coûte très cher.

De cette masse de documents notre intention était de reproduire :

— Un texte-pétition de l'A.P.A.D. : « Permis de visite : Non à l'arbitraire des juges d'instruction ».

— Un texte diffusé par l'A.P.A.D., écrit par des détenus de la centrale de Moulins (Allier) sur les parloirs intimes, qui a été lu et remis à la délégation ministérielle qui est venue à Moulins en novembre 89.

— Un texte, « L'amour en prison » extrait du journal italien « La Republica » (début décembre 88), signé par Nicolo Amato, directeur de l'Administration pénitentiaire italienne, qui désire un système pénal qui punirait les délits les plus graves d'une peine de prison si c'est absolument nécessaire mais avec plus de mesures alternatives, ce qui permettrait la fermeture de prisons. Il se prononce au nom de l'Administration pénitentiaire italienne « contre la construction de nouvelles prisons, mais restructurer les prisons existantes, en augmenter les espaces pour la vie en commun, pour les activités scolaires, culturelles, récréatives, pour le travail et pour l'assistance médicale. Instituer pour les parloirs, surtout avec les enfants et pour les visites de la famille, des salles plus accueillantes, des espaces verts, où les contacts avec le monde extérieur et avec les personnes aimées — tellement précieux pour les détenus — se fassent dans les conditions de respect, réconfort, secret qui rappellent plus la vie en liberté que la vie de reclus ». « ...Il existe dans la prison une épouvantable dimension pathologique de renoncement et perversion, inquiétude, tension, angoisse, violence et maladies physiques et psychiques, qui est due à ce que l'affectivité y est interdite et toutes ces souffrances sont d'autant plus douloureuses qu'elles sont inévitables et elles ne disparaissent pas parce qu'on fait semblant de les ignorer. C'est cet interdit qui fait sortir de prison des hommes souvent marqués irrémédiablement, qui ne sont plus capables de s'adapter aux valeurs d'une vie normale, socialement acceptable... ». Ce texte, d'après sa traductrice, a été envoyé au journal Le Monde, à Libération et au Nouvel Observateur.



— Un billet d'humeur de François, en provenance de Perpignan : « Tribulation au tribunal », sur le procès pour un hold-up de R. Knobelspiess et Walter Murcia (9 ans de réclusion pour le premier et 20 ans pour le deuxième), qui s'est déroulé aux assises de Perpignan en octobre 1989.

Mais faute de place nous porterons seulement à votre connaissance :

— tout d'abord, en provenance de Limoges, un texte critique mais constructif sur le dossier prison « Poètes ! Papiers ! Documenti !... » de notre précédent bulletin (n° 3). Il nous a paru intéressant de le reproduire pour la pertinence des questions qu'il soulève.

— Et un texte « Bilan d'une décennie de luttes carcérales dans les prisons françaises rédigé par un détenu », extrait du bulletin d'information n° 4 de la C.O.P.E.L.(E). ■

A propos du dossier « POETES ! PAPIERS ! DOCUMENTI !... »

Dans le n° 3 du C.R.A.S., vous avez publié un dossier intéressant sur les actions anti-prison, durant les deux dernières décennies. Une remarque, toutefois : votre partie historique ne prend en compte que la propagande par le fait, autrement dit des sabotages ou des actions spectaculaires sensées poser le problème de l'enfermement, en utilisant les travers de la presse, à savoir, la recherche du spectaculaire. Il est indéniable que ces actions appartiennent bien à un mouvement qui pose la question de la prison en général ou de son fonctionnement en particulier, mais il est certain également qu'elles n'ont ni la même origine ni les mêmes objectifs.

Les actions de soutien aux maoïstes incarcérés, début 70, ne sont pas comparables avec une action comme celle des « Damnés de la terre », en 1974, et qui, si l'on en croit leur communiqué, se déclarent partisans de la destruction de toutes les prisons.

Ce n'est pas un jugement de valeur que nous portons là, mais un constat. Contrairement aux « Damnés de la terre », les « maos » ne remettaient pas en cause l'enfermement dans sa totalité puisqu'ils se sont lancés dans une campagne plus que douteuse pour le maintien en détention du notaire de Bruay-en-Artois, un certain Leroy.

De ce constat découle un premier classement possible de ces actions, beaucoup plus intéressant sur le plan de l'analyse politique qu'une simple chronologie. « Un poseur de bombe est avant tout un poseur de question », dit par provocation Jacques Vergès. Alors, penchons-nous donc sur les questions que nous posent ces bombes.

— Première question : l'action, par son contenu et sa revendication, remet-elle en cause radicalement la prison ou apporte-t-elle un soutien à une catégorie de prisonniers (militants politiques du même bord) en ayant par rapport à eux, des revendications partielles : libération, meilleurs conditions d'incarcération, statut politique.

— Ensuite, on peut prendre en compte un autre critère de classement : l'impact réel de l'action sur l'opinion publique en général et sur la population concernée en particulier. La presse est un bon instrument d'évaluation pour cela. N'étant pas particulièrement audacieuse, dans son ensemble, elle est la résultante des rapports de force du moment. C'est en cela qu'elle est intéressante. Elle mesure l'aptitude d'une société dont elle est le produit, à recevoir telle ou telle idée, telle ou telle remise en cause selon la place qu'elle lui accorde ou ne lui accorde pas et comment elle en parle. Ainsi pour les actions anti-prison en particulier, il faut rendre compte de leur traitement par la presse, pour mesurer leur impact et voir dans quel contexte elle s'insère, quelles perspectives elles se donnent. Voir également s'il

y a eu des réactions de soutien ou de rejet et de qui. Quelles forces sociales se sont senties concernées par ces actions ? Dans un sens ou dans l'autre. L'ampleur du débat qu'elles ont provoqué ou non ?

Les éventuels développements judiciaires sont un autre élément d'analyse de l'impact et des rapports de force du moment. Par exemple, qu'est-il advenu des « Amis des taulards » de Rouen, arrêtés et écroués le 9 juillet 1986 ? Y a-t-il eu un procès ? Quel a été son retentissement ? Quel système de défense ont adopté les acteurs ? Quelles peines a demandé le ministère public ? Quelles peines a-t-il obtenu ? Nous pensons que toute démarche historique doit prendre en compte ces interrogations afin d'amener un débat, notamment sur la stratégie à suivre et les objectifs qu'on se fixe.

— Autre critique par rapport à votre chronologie : par son côté spécifique, elle donne une place démesurée à la « propagande par le fait » par rapport à d'autres types d'action. Il est difficile d'aborder la période 70-80 dans ce domaine sans parler plus en profondeur d'autres types d'actions qui étaient portées par des mouvements plus ou moins collectifs, tels la G.P., le G.I.P. ou le C.A.P. Il y a eu notamment des batailles qui ont abouti comme celle pour la liberté de lire en prison le livre de son choix ou celle de diffuser le C.A.P. devant les taules parisiennes ou au palais de justice ou encore celle des QHS qui a posé à l'époque le problème de ces lieux devant l'opinion avec un grand retentissement dans la presse, même au-delà de l'hexagone. La bataille pour l'entrée du C.A.P. en prison a été, elle, un échec mais elle a eu le mérite de démasquer le double langage du pouvoir.

Les années 80, elles, marquent la régression du mouvement et sa marginalisation, sur fond d'effondrement du mouvement social et de montée en puissance de l'idéologie sécuritaire qui, elle, pose la question de la prison, à sa manière.

Résultat : toutes ces nouvelles prisons vont bientôt ouvrir pour enfermer mieux et nous avons été incapables de nous y opposer et de provoquer un débat sur l'opportunité de les construire. La seule question qui a eu un écho à ce sujet est ce pitoyable débat sur le fonctionnement public ou privé de ces nouveaux établissements.

Alors que faire, maintenant et dans le futur pour que ces lieux soient recyclés en des espaces alternatifs, ouverts et autogérés et pour que l'enfermement ne soit plus qu'une idée horrifiante comme le fait qu'avant, on étouffait les enragés entre deux matelas, pour régler le problème ?

Il ne faut pas sous-estimer non plus les télescopages du mouvement anti-prison avec les mouvements féministes, dans les années 70, notamment sur la question du viol qui a vu des femmes se mobiliser pour une plus grande criminalisation du viol, en renforçant la position de l'Etat, dans son rôle de médiateur de la vengeance. S'il y avait un mouvement anti-prison plus puissant actuellement, il y aurait sans doute le même télescopage avec les écologistes sur la question des pollueurs. De même, avec ceux qui se battent sur la question de l'obtention d'un statut de prisonniers politiques, le problème n'est pas non plus résolu.

Il nous semble urgent de débattre sur ces sujets et d'y apporter des commencements de réponses.

Groupe Marius Jacob
(Limoges, décembre 89).

ERRATUM

A propos du dossier Prison de notre précédent bulletin, nous signalons quelques erreurs dont une de taille.

Dans la chronologie, ce n'est pas en janvier 74 qu'a eu lieu l'action au palais de justice de Paris revendiquée par le G.A.L.U.T. (Groupe autonome libertaire des usagers du tribunal), mais en janvier 75.

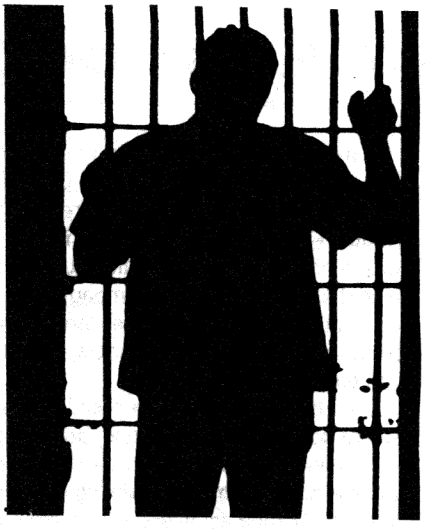
Pour le reste, la chronologie est dans l'ordre.

A.C.E. c/o C.R.A.S.

INFOS CUEILLIES...

Dans le « Bulletin d'information » n° 2 de la C.O.P.E.L.(E) et dans la « Lettre de cavales » n° 4-5 :

■ **Claude Halfen**, détenu à Fresnes classé D.P.S. (détenus particulièrement signalés) et se définissant comme prisonnier communiste libertaire, avait entamé le 11 septembre 89 une grève de la faim autour de trois questions : — la dégradation des conditions de détention à Fresnes — et en cela il s'inscrivait dans le mouvement plus général des D.P.S. de l'établissement; — la fermeture des quartiers d'isolement et le rapprochement avec son frère Nicolas dans un même lieu de détention. Ce dernier est en effet condamné définitif et est déjà passé par le C.N.O. (Centre national d'orientation) de Fresnes. Cependant que la mère des deux militants, gravement malade, doit inutilement et péniblement se disperser entre différentes maisons d'arrêt pour voir



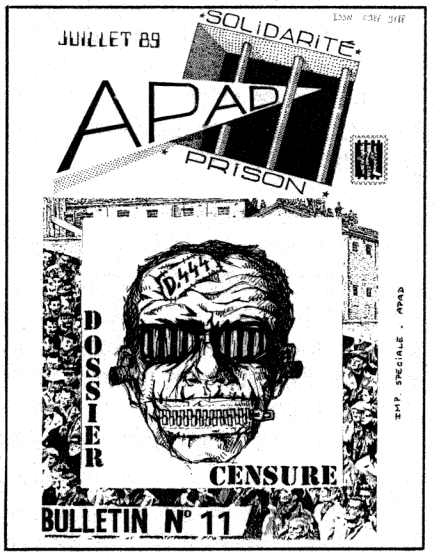
ses fils. Le 5 octobre, Claude fut rejoint dans sa lutte par Nicolas, mais l'administration le transféra aussitôt à la centrale de Saint-Maur, rendant impossible tout regroupement familial, Claude restant détenu préventif dans une information confiée à un juge parisien. Le 17 octobre, ils décident donc de cesser leur grève de la faim. « Nous n'offrirons pas nos vies à nos ennemis ravis », déclarent-ils.

■ **Les « quatre » d'Action Directe**, après un long séjour à l'hôpital pénitentiaire des prisons de Fresnes, qui ont conduit une longue grève de la faim d'avril à juillet 89, contre les quartiers d'isolement et pour le regroupement, ont été transférés début octobre 89. Joëlle Aubron et Nathalie Ménigon se trouvent en « détention normale » à la M.A.F. de Rouen dans l'attente, semble-t-il, que soit achevé l'aménagement d'un quartier spécial à la M.A.F. de Fleury-Mérogis. Quant à G. Cipriani et J.-M. Rouillan, ils se trouvent isolés à la M.A. de Fresnes au quartier des D.P.S. Seul changement par rapport à leur régime d'avant-grève de la faim : ils ont une heure de promenade commune par jour. Les engagements qu'avait pris la chancellerie avant que les quatre ne cessent leur grève de la faim ne sont pas une nouvelle fois respectés. Pour sa part, Régis Schleicher a été transféré à la Maison centrale de Clairvaux où il a été placé en « détention normale ». ■

CONTACTS

SUR LA PRODUCTION DE TROIS GROUPES MENANT UNE LUTTE SPÉCIFIQUE ET SUIVIE SUR LE TERRAIN DE LA PRISON. SI VOUS VOULEZ EN SAVOIR PLUS OU OBTENIR LEURS BULLETINS OU BROCHURES, IL SUFFIT DE LEUR ÉCRIRE :

• De l'**A.P.A.D. (Association de parent(e)s et ami(e)s de détenu(e)s** — 29, rue Stéphenson 75018 Paris. — Permanence le samedi à partir de 16 heures. Tél. 42 52 44 82.



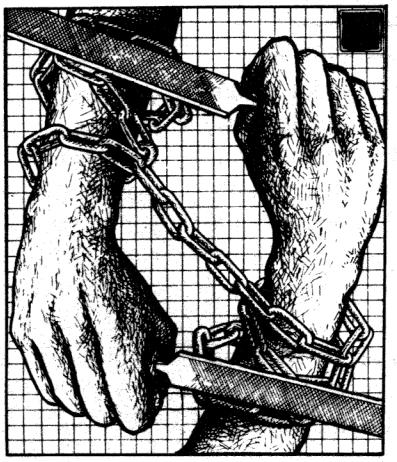
— Bulletin n° 11, juillet 89. Un dossier sur la censure de 50 pages qui, à l'aide de documents et de témoignages de détenus, démontre pour ceux qui ne sont pas au courant la difficulté ou l'impossibilité de correspondre normalement avec des détenus qui sont dans le collimateur de l'administration pénitentiaire ou de la magistrature.

— Novembre 89. Un dossier de 40 pages sur les tabassages et mauvais traitements en prison. « Les détenu(e)s en lutte subissent depuis plusieurs mois une pression croissante de la part de l'administration péniten-

UN BILAN D'UNE DECENNIE DE LUTTES CARCERALES

Le texte qui suit a été rédigé à la fin de décembre passé par un prisonnier engagé dans le combat pour l'édification des Comités de lutte. Il est un premier bilan d'une décennie de luttes carcérales, marquée par de considérables progrès dans la conscience et l'organisation des prisonnier(e)s en lutte. Il appelle, bien sûr, d'autres contributions complémentaires ou critiques.

A l'aube des années 90, sacrifions à la tradition et faisons le bilan des années 80 sur le terrain carcéral.



Le 10 mai 1981 marqua un tournant dans la vie politique française avec l'accession de François Mitterrand à la présidence de la République. La population pénale s'était auparavant laissé dire que l'événement serait salué par une grâce présidentielle exceptionnelle. On parlait d'une remise d'un dixième de la peine, voire même d'un septième. L'abolition de la peine de mort, la fermeture des quartiers de haute sécurité (QHS) avaient été annoncées, ainsi que l'abolition des tribunaux d'exception. En toute logique, la victoire électorale de F. Mitterrand résonna joyeusement dans les prisons. Mais il fallut bien vite déchanter.

Déjà les grâces présidentielles se faisaient attendre. Les détenus durent manifester leur impatience durant le mois de juin pour rappeler au gouvernement les engagements qu'il avait pris. Face à cette montée de colère, F. Mitterrand dut se résoudre à octroyer six misérables mois de grâce. Si cela représentait le double de la grâce présidentielle de 1974, on ne s'en trouvait pas moins en net retrait des promesses faites. Pareillement, il fallut attendre de longs mois pour que les derniers détenus sortent des QHS.

Dans le même temps, Robert Badinter était nommé ministre de la Justice. Retournement de veste ou reculade face aux accusations de « laxisme », le nouveau ministre ne tarda pas à rétablir des quartiers spéciaux de détention sous l'appellation de quartiers d'isolement (QI). Le rétablissement de juridictions d'exception fut plus long) effectuer, mais c'est désormais chose faite depuis 1986.

La différence se fit surtout sentir en matière judiciaire. Il y eu bien sûr l'institution de nouvelles peines de substitution, plus que rarement appliquées. Mais, surtout, les peines d'emprisonnement et de réclusion augmentèrent de 15 %. Dans cette même période 1981-1985, le nombre de détenu(e)s passa de 30 567 au 1er août 1981, soit au lendemain de l'accession de F. Mitterrand au pouvoir, à 42 886 au 1er décembre 1985 pour finalement atteindre les 50 000 l'année suivante, la démographie carcérale étant directement proportionnelle aux courbes du chômage.

La réaction des prisonnier(e)s ne se manifesta que deux ans plus tard. En janvier 1983, une vague de révolte secoua l'ensemble des établissements pénitentiaires. Devant l'ampleur du mouvement, le gouvernement dut céder sur certains points : les parloirs sans dispositif de sé-

Contacts (suite)



tiaire qui, non contente de les anéantir dans les quartiers d'isolement, ferme les yeux sur les actes de violence commis par les surveillants contre les détenus. Les surveillants agissent en toute impunité car ils savent qu'ils seront couverts par leurs supérieurs hiérarchiques. Les détenu(e)s (de Fresnes, Fleury-Mérogis, Clairvaux, Moulins, Poissy, La Santé, Lannemezan) par leurs témoignages dénoncent cette barbarie. En diffusant leur parole à l'extérieur, nous contribuons à briser le silence ».

La prison
en accusation



Procès des mutins de Clairvaux

31 octobre 1989, Troyes

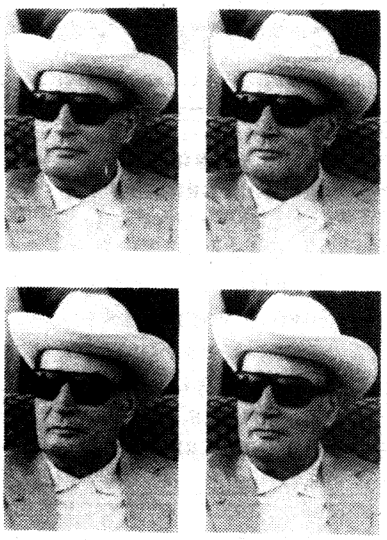
• De la **C.P.R. (Commission Prison-Répression)**. — BP 163. 75463 Paris Cedex 10. Tél. 42 46 59 30.

paration furent installés et les conditions de séjour au quartier disciplinaire furent aménagées, par exemple, par le droit au tabac. Encore l'administration pénitentiaire traîna-t-elle du pied dans l'application de ces concessions : certaines maisons d'arrêt n'eurent de parloirs sans dispositif de séparation qu'en 1987 ! Ces *améliorations* ne constituaient pourtant que la partie visible de l'iceberg badinterien. L'autre partie consistait en un nouveau Code pénal, alors en préparation et aujourd'hui adopté par l'Assemblée, qui institua un relèvement du plafond des peines, la systématisation des peines de sûreté à mi-peine minimum et, bien sûr, l'instauration de la peine de trente ans.

En mai 85, le ras-le-bol de la population carcérale fut à son comble et, de nouveau, les révoltes éclatèrent. Les prisonnier(e)s n'avançaient pas alors de revendications particulières mais exprimaient un mécontentement général, tant sur un plan pénal que sur un plan judiciaire. A court d'explications, les médias motivèrent ces révoltes par la surpopulation, oubliant par là que s'il y a surpopulation, c'est parce que les peines sont de plus en plus longues et plus souvent prononcées. La réponse du gouvernement sera un crachat au visage du mouvement de lutte carcéral : l'octroi d'un mois de grâce et de récepteurs TV dans les cellules.

Le retour de la droite aux affaires en 1986 marqua une nette dégradation de la situation judiciaire et pénale. Ce fut l'institution de la loi dite « *sécurité-liberté* », dont nombre de dispositions furent ensuite conservées par les socialistes lors de leur retour aux commandes, même s'ils abrogèrent formellement cette loi. Ce furent aussi les lois sur l'immigration, dont bon nombre sont encore en vigueur, la suppression des remises de peines gratifiant le passage d'examens, l'abaissement du plafond des remises de peines exceptionnelles (RPS) et la construction de 13 000 nouvelles places de prison.

Les années 88 et 89 marquèrent un tournant dans la lutte carcérale, tant par la forme des mouvements — qui se manifestent dorénavant par des mutineries violentes — que par la nouvelle



conscience collective qui émerge de ces luttes. Les prisonnier(e)s perçurent la nécessité d'unification. Durant l'été 88, entre deux vagues de mutinerie, ils menèrent, avec l'aide de ceux qui les soutiennent à l'extérieur, un large débat visant à l'élaboration d'une plate-forme commune à tout le mouvement. Il apparut ainsi que les mêmes préoccupations se retrouvaient dans les divers établissements.

Dans le même temps, chaque fois que l'occasion leur en était donnée, ils exprimèrent publiquement leurs revendications, en profitant notamment des tribunes que la justice mettait, bien malgré elle, à la disposition des détenus qu'elle poursuivait pour leurs actes de rebellion. De nombreux procès s'étant ainsi transformés en tribunes du mouvement de lutte carcéral, le gouvernement ne put longtemps prétendre ignorer les problèmes posés. Il comptait pourtant sur le Bicentenaire de la Révolution pour calmer la tension grandissante et jeta quelques miettes aux détenu(e)s en juillet 1989, sans aucunement tenir compte des revendications formulées depuis 18 mois. Durant l'été, dans les maisons d'arrêt comme dans les centrales, les prisonnier(e)s firent entendre leur insatisfaction.

Soucieuse d'éviter une nouvelle vague de mutineries, la Chancellerie organise, à la fin de l'année 1989, une inspection générale des cinq centrales de sécurité[1]. Par là, elle veut aussi vérifier sur place et de visu les résultats de la politique de répression mise en œuvre

Contacts (suite)

— La prison en accusation. Novembre 89. Une brochure sur le procès et la solidarité aux « mutins » de Clairvaux. Jugés le 31 octobre 89 à Troyes et condamnés le 21 novembre 89 à, respectivement, 4 ans fermes pour Yves Gourdon, 3 ans pour Alain Trouvé et à 1 an pour Jacques Sartory. Vous pouvez vous la procurer contre 15 F en timbres poste ou un chèque à l'ordre du Centre de documentation rebelle.

— La C.P.R. publie également « La lettre de cavales ». Nous avons reçu celles de novembre et décembre 89. Informations diverses sur les luttes, les procès, la solidarité...

• De la **C.O.P.E.L.[E] (Commission pour l'organisation des prisonniers en lutte [extérieure])** c/o Octobre. BP 781. 75124 Paris Cedex 03. Tél. 42 29 86 89.

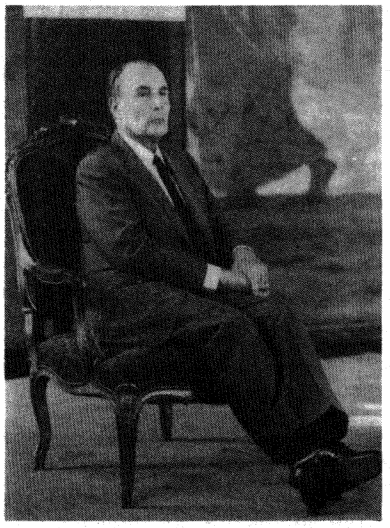
Reçu un dossier complet sur la production du groupe. Egalement les bulletins d'information n° 1 et 2 octobre 89, n° 3 novembre 89 et le n° 4 janvier 90 qui comprend :

— Un bilan d'une décennie de luttes carcérales rédigé par un détenu (que nous reproduisons dans ce bulletin).

— Informations sur le centre pénitentiaire pour femmes de Rennes (Ille-et-Vilaine), sur celui d'Izeure (Allier), sur les maisons d'arrêt de Fleury-Mérogis et de La Santé. Et en dernière page, un texte en provenance de Fresnes signé par le Collectif des militants emprisonnés d'Action Directe qui appelle à soutenir activement les prisonniers politiques du PCE [R] (Parti communiste d'Espagne [reconstitué]), des GRAPO (Groupes de résistance antifasciste Premier Octobre) et un militant libertaire détenu à la prison de Soria (Espagne) et en grève de la faim depuis le 30 novembre 1989.

« Une lutte contre l'isolement et la politique du gouvernement social-démocrate par l'augmentation des activités, l'octroi de réchauds et autres rideaux aux fenêtres. Quant à la longueur des peines et la fermeture des Q.I., Mme Imbert-Quaretta renvoie les détenus aux décisions de l'Assemblée, une assemblée plus soucieuse de se voter des auto-amnisties que de répondre à nos revendications.

après les mutineries. C'est ainsi que Madame Imbert-Quaretta et Monsieur Katz se sont déplacés en décembre dans ces établissements pour y entendre les préoccupations des détenus. Celles-ci restent les mêmes, avec un accent particulier mis sur la longueur des peines à effectuer. En réponse, Madame Imbert-Quaretta a annoncé quelques maigres mesures, parmi lesquelles une décision qui sera définitivement prise en mars 1990 à propos des parloirs sexuels. Pour ce qui concerne le règlement unique exigé par le mouvement de lutte carcéral, elle ne le retient que pour les cinq centrales de sécurité dans un cadre qui est loin de satisfaire l'exigence formulée. En effet, le cloisonnement en petites unités de détention doit rester la norme et n'est compensé



Cependant, les prisonnier(e)s continuent de travailler à s'organiser concrètement en se dotant de comités de lutte ou de coordination, malgré de nombreuses difficultés dont la répression n'est pas la moindre.

A l'orée de cette décennie, nous sommes à un tournant qu'il va nous falloir négocier avec la plus grande lucidité. Nous avons pu constater que l'administration pénitentiaire n'a pas ménagé ses efforts pour conserver l'initiative, cependant que des contradictions se sont manifestées en son sein. A preuve l'inquiétude de la Chancellerie qui éprouve soudain le besoin de venir calmer les détenus en leur promettant quelques bricoles. A-t-on souvent vu, en effet, une inspection centrale entendre des prisonniers qui sont conus pour ne pas mâcher leurs critiques ? Ne s'agissait-il pas de tenter de les intoxiquer ?

De même, les directeurs d'établissement ont compris qu'ils n'ont plus à faire avec des détenus infantilisés qui acceptent tout sans broncher. Ils ont pu mesurer que la plupart des prisonniers actuels refusent non seulement le régime de détention, mais aussi et surtout la peine elle-même. La réponse de l'administration centrale est totalement artificielle : ces derniers temps, afin d'augmenter le pourcentage de libérations conditionnelles dans les centrales, on y transfère des détenus condamnés à de courtes peines ou qui se trouvent en fin de peine. De la sorte, les libérations augmentent localement mais rien n'est changé nationalement. Mais les hiérarchies locales savent que cette poudre aux yeux ne peut faire office bien longtemps.

Ces tentatives de mystifications, qu'elles soient l'œuvre de la Chancellerie ou des directions locales, démontrent deux choses. D'abord, qu'aucun renversement des principes de la politique pénale n'est engagé, le *tout-sécuritaire* devant demeurer avec quelques aménagements comme autant de fleurs aux barreaux. Ensuite, que cette politique est contrainte à tenir compte de nos réactions, puisqu'on éprouve le besoin de nous mystifier.

Nous ne pouvons à l'évidence accepter ni l'une ni l'autre, alors même qu'un pays comme l'Italie abaisse le plafond maximal des peines à 15 ans après l'avoir abaissé une première fois auparavant à 28 ans. Cependant que de nombreux pays, parmi lesquels ceux de l'Est que l'on a tant décriés, en sont à envisager un maximum de peine de dix ans, la France, prétendu parangon des *« droits de l'homme »*, vote une peine de trente ans.

Nos revendications ne sont pas des utopies; elles s'inscrivent dans le cours de l'histoire, dont la finalité sera la suppres-

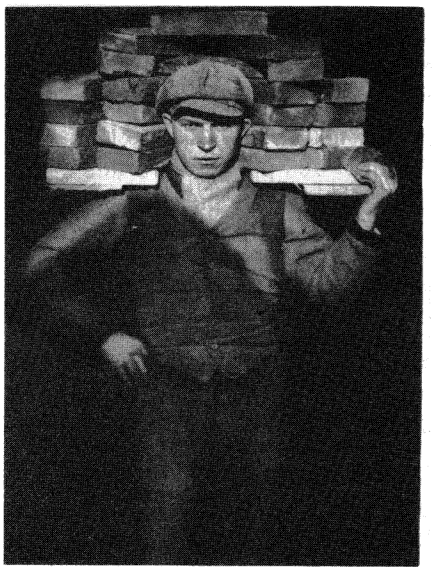
Contacts (suite)



mocrate espagnol d'extermination des prisonniers politiques. Une lutte pour le regroupement et pour des conditions de vie dignes et humaines ».

A ce sujet, début février 90, les « Quatre d'Action Directe » conjointement avec 14 membres de la R.A.F. (Fraction armée rouge) détenus en Allemagne, ont observé une grève de la faim d'une semaine en solidarité avec les grévistes de la faim de Soria.

On peut s'abonner annuellement au « bulletin d'information » ce qui inclut la réception de l'ensemble de leurs communiqués en adressant un chèque d'un montant de 120 F à l'ordre d'Annelyse Benoît, sans autre mention. ■



sion totale des prisons. La question n'est pas de savoir si nous avons raison ou tort dans nos revendications : une bonne fois pour toutes, nous avons raison de nous révolter. La seule question est de savoir comment imposer nos revendications. Nous les avons longuement et souvent exposées publiquement. Depuis deux ans, dans les salles de tribunaux, des détenu(e)s se sont faits les porte-parole du mouvement de lutte carcéral. Plus qu'aux juges, c'est à la Chancellerie qu'ils s'adressaient. La réponse de celle-ci a été le silence pour l'ensemble de la population pénale et la répression pour ceux qu'elle désignait comme « *meneurs* ». Le temps du dialogue est désormais passé. Les détenus doivent à présent s'engager concrètement dans la lutte ou abandonner et se soumettre.

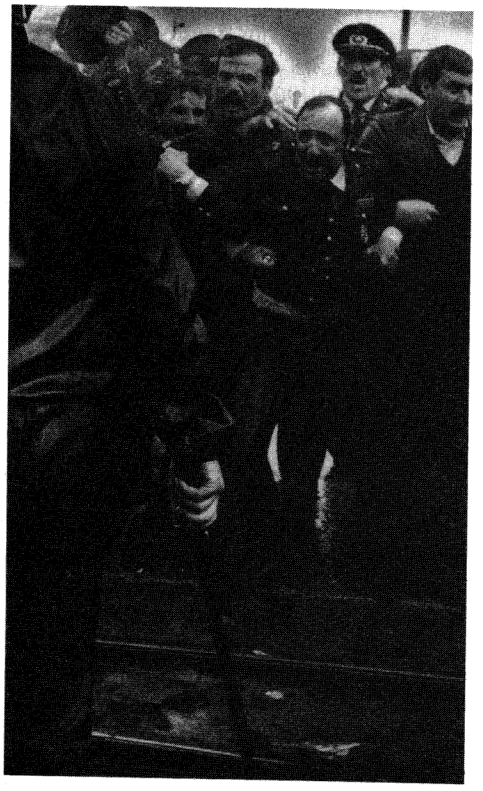
Ce n'est pas simple, c'est vrai. La répression s'est sévèrement abattue ces deux dernières années. Des années d'emprisonnement ont été distribuées à des dizaines de prisonniers en lutte. Les placements en quartier d'isolement, les mises au mitard, les transferts incessant, les tabassages, les pressions diverses se sont multipliés, comme autant d'exemples à bon entendeur. Mais il faut choisir. Cette répression n'est possible que si l'ensemble de la population pénale l'accepte pour quelques-uns. On sait qu'une certaine lâcheté existe chez nombre de détenus qui attendent sagement de profiter des améliorations conquises par ceux qui luttent. Lorsque des prisonniers se sont fait massacrer en juin dernier à Clairvaux, un refus de plateaux en solidarité était un minimum à faire. Si ce mouvement avait été plus suivi qu'il ne l'a été, les trois qui ont été jugés en octobre n'auraient peut-être pas été condamnés à des peines invraisemblables.

Nombre de détenus arguent de leurs intérêts personnels pour refuser de suivre tout un mouvement, aussi minime soit-il. Nous avons tous des intérêts personnels, mais nous avons aussi et surtout un intérêt collectif qui bien souvent renferme nos intérêts personnels.

Comment doit alors se traduire un engagement concret des prisonnier(e)s dans la lutte ? Ce n'est pas à moi de le dire ici. Je ne suis pas de ceux qui appellent à faire un mouvement tel jour à telle heure. Je laisse ces appels aux pseudo intellectuels qui, enveloppés de leur radicalité théorique et à l'abri de la répression, envoient les autres au casse-pipe. Je suis pour l'autodétermination parce que je considère que le détenu doit d'abord être responsable. Mais autodétermination ne veut pas dire volontarisme individuel et désordonné. Les détenus doivent eux-mêmes se constituer en comités de lutte comme cela se fait maintenant dans de nombreux lieux de détention. C'est ainsi, à partir de la base, que peut s'édifier un fort mouvement qui saura peser sur la politique pénale et judiciaire. Quelques détenus engagés suffisent au départ pour créer ces comités de lutte, qui insufflent ensuite une dynamique. Ces quelques détenus, c'est chacun de nous. Personne ne le fera à notre place. ■

Décembre 1989,
Un prisonnier
en lutte.

(1) Il s'agit des maisons centrales de Clairvaux, Lannemezan, Moulins, Poissy et Saint-Maur, qui connaissent des régimes de sécurité renforcée et où sont généralement affectés les prisonniers les plus indociles.



FRANCE

■ « ***Paroles Directes. Légitimité, révolte et révolution. Autour d'Action Directe*** ». Un livre de Loïc Debray, J.-P. Duteuil, Ph. Godard, H. Lefebvre, C. Régulier, A. Steiner et J. Wajnsztejn, avec la contribution de J. Aubron, G. Cipriani, N. Ménigon et J.-M. Rouillan. Un livre à paraître en février 90 aux EDITIONS ACRATIE. Ainsi est-il présenté par ses auteurs : « Ce livre essaie de montrer que la lutte armée en Europe occidentale s'inscrit dans la tradition révolutionnaire et ne peut être réduite à une aberration historique. Il tente aussi de replacer le phénomène de la lutte armée, et en particulier le groupe Action Directe, dans le cadre plus général des luttes sociales en



France et de le mettre en perspective avec les questions qui nous semblent fondamentales : légalité et illégalité, légitimité et illégitimité de la violence, révolte et révolution... ». On peut se le procurer à **ACRATIE. BP 23. 64130 MAULEON** au prix de 80 F en souscription. ■

■ Le **CASDAL** de Périgueux nous a communiqué le programme des festivités pour 1990. — 9 mars : Langage/éducation libertaire, une autre conception des relations enfants/adultes. — 6 avril : La fin des « communismes »... et après ? — 11 mai : La prison. — 8 juin : L'écologie. Nous rappelons que leur adresse est la suivante : **CASDAL. 10, bd Stalingrad 24000 PERIGUEUX.** ■

■ Les **Editions NAUTILUS** vous proposent les livres et brochures suivants :
— « *Anarchistes et communistes dans le mouvement des conseils italiens à Turin* » (72 p., 30 F), de Pier Carlo Masini. — « *De la dissidence. Le régime idéologique soviétique et la dissidence* » de Claude Orsoni (24 p., 15 F). — « *Appel aux fascistes* » de Palmiro Togliatti (64 p., 30 F). — « *L'idée* », gravures sur bois de Frans Masereel (104 p., 21x28, 100 F). — « *Individu, révolte et terrorisme* » de Jacques Wajnsztejn (160 p., 60 F). — En préparation : « *Anarchisme et autogestion* » de A.M. Bonanno. Tout ceci est à commander à **NAUTILUS. 18, rue Oger 92340 BOURG-LA-REINE.** ■

■ **Journées de résistance à la militarisation en France, en Europe**, les 13-14-15 et 16 avril 1990 à Poutac (Tarn). Pour toute information : **R.M.F.E. c/o C.O.T. BP 229. 81006 ALBI Cedex.** Une souscription est ouverte pour permettre l'organisation de cette rencontre; les chèques sont à libeller à l'ordre de APEL/RMFE. ■

■ **CELSIUS**, revue spécialisée sur le dénichage des actions souterraines des fascistes français et

ON A REÇU

européens, dont un article de sept. 89 traite du PNFE, groupe dont il est beaucoup question actuellement dans les médias eu égard à ses accointances avec le FPIP, syndicat de police, et à leurs actions contre les foyers SONACOTRA et des locaux du P.C. sur la côte méditerranéenne. Contacts : **MANTRANT. BP 284. 75228 PARIS Cedex 05.** ■

■ **CHRONIQUES DE KANAKY** : bimestriel rédigé par le Comité CISKY de Toulouse. Dossiers à paraître : n° 1, sur Yaté et notamment la tribu d'Unia et la Société STTCH 2000; n° 2, sur Ouvéa; n° 3, sur l'USIKE et ses rapports avec le FNLKS et la FSM, n° 4, sur la lutte des femmes en Kanaky, n° 5, sur l'histoire des EPK (écoles populaires kanakes). **CISKY c/o CIDES. 1, rue Joutx-Aigues 31000 TOULOUSE.** ■

■ **COURANT ALTERNATIF** n° 90, 91, 92, 93. Mensuel de **l'Organisation Communiste Libertaire** (20 F). Dans le n° de février : RDA • Hongrie • Suisse • Environnement : le point à Serre-de-la-Fare • Nucléaire • Immigration • Prisons : Kyou devant ses juges. **O.C.L./Egregore. BP 1213. 51058 REIMS Cedex.** ■

■ Bulletin du Comité pour la défense des droits de l'homme en Pays-Basque. Brochure 8 p., trimestrielle. Le n° 13 de déc. 89 propose un article de Denis LANGLOIS sur la journée des réfugiés, qui s'est tenue à côté de Bayonne le 11 nov. 89 et diverses informations d'ordre général concernant le Pays-Basque. **CDDHPB MJC Polo Beyries 64100 BAYONNE.** ■

■ Sur le pouce : **Feuillet mensuel d'information libertaire.** Contact : CASDAL. 10; bd Stalingrad 24000 PERIGUEUX. ■

■ **CONTRE VENTS ET MAREES.** Revue mensuelle d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes, éditée par CONTRE-COURANTS. Dans le n° 65 du janvier 90 : • Argentine • Anarchie • Infos internationales • Psychiatrie • Pays de l'Est. Contact : **CONTRE VENTS ET MAREES. « La ladrière » St-Alban-de-Roche 38300 BOURGOIN-JALLIEU.** ■

■ **CONTRE LA BAGNOLE.** Brochure 24 p. Les textes présentés tentent d'analyser les implications de la voiture dans ses aspects humain, politique, économique et ses répercussions sur l'écologie et l'urbanisme. Toutes nos condoléances pour leur chat ! **Octobre 1987** (15x21) 5 F. Adresse : **Regroupement d'opposants à la bagnole. 13, rue Pierre-Blanc 69001 LYON.** ■

■ **EUSKADI INFORMATION.** Revue mensuelle nationaliste d'information sur le Pays-Basque. Contact : **EKIN. BP 193. 64104 BAYONNE Cedex.** ■

■ **ARTICLE 31.** Supplément départemental au n° national de cette revue antifasciste. Au menu du n° 10 de nov. 89 : résultats électoraux du Front National à Toulouse et région en 89, bilan et perspectives • Soubresauts dans la fédération de Haute-Garonne du Front National • Actualités antifascistes • Dossier Nouvelle Acropole • Les Skin-head à Toulouse. **ARTICLE 31. BP 423. 75527 PARIS Cedex 11.** ■

■ **L'AFFRANCHI.** Revue ponctuelle de réflexion et d'analyse critique sur des événements d'actualité ou des sujets d'ordre général. Au sommaire du n° 3 d'oct. 89 : • La révolution chinoise • L'impérialisme informatique : tigre de papier ? • L'urbanisme affranchi. — A paraître dans le n° 4 : • Nouvelles lettres de Russie • Le complexe d'Adolphe • Sur l'éducation. (25 F, 21x29,7). Contact : **L'AFFRANCHI. BP 16. 44, rue Durantin 75018 PARIS.** ■

■ **C.S.P.L.** Revue toulousaine antifasciste de solidarisation avec les opprimés du monde (vaste entreprise !) : prisonniers, immigrés, tiers-monde, etc. Cette association présente sur Toulouse des animations publiques sur ces sujets ainsi qu'une émission quotidienne de radio. **CSPL. 30, allée H. Sellier. 31400 TOULOUSE.** ■

■ **GUERILLA.** Revue parisienne d'analyse communiste. Dans le n° 4 de nov/ 89 : Contre les droits de l'homme • Contre la situation politique au problème carcéral. GUERILLA. BP 631-04. 75160 PARIS Cedex 04. ■

■ **LES MAUVAIS JOURS FINIRONT.** Bulletins d'analyse critique et de réflexion présentés sous forme thématique. • N° 9 (juin 89, 15x21, 48 p). Synthèse sur la situation en URSS et supplément (en sept.) de 24 p. sur les événements de Tbilissi. • N° 10, Le rôle de l'informatique dans la conception des lignes nouvelles à grande vitesse (32 p., 15x21). Contact : **LES MAUVAIS JOURS FINIRONT s/c L'HERBE ROUGE. 1 bis, rue d'Alésia 75014 PARIS.** ■





■ **COMBAT SYNDICALISTE**. Mensuel de la CNT française que nous recevons régulièrement. Dans le n° 96 de janv. 90 : • La grève à la BNP. • La CNT-PTT en France. • URSS : quels changements ? • Roumanie : La manipulation médiatique. **COMBAT SYNDICALISTE. 33, rue des Vignoles 75020 PARIS.** ■

■ **COUP POUR COUP**. Revue de l'organisation communiste **COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE**. N° 25, janv. 90 : • L'après Yalta, la course à la domination de l'Europe est ouverte • Le danger fasciste • Israël et la France entretiennent la guerre au Liban. (10 F). Contact : **J. EDONEL. Poste restante 59140 DUNKERQUE PAL.** ■

■ **RUPTURES**. Revue de l'OCL-Champigny. Paraît tous les 15 de chaque mois. (9 F). Contact : **RUPTURES. BP 01. 94501 CHAMPIGNY Cedex.** ■

■ **TOTEM SANS TABOU**. Revue du SCALP-Lille. (16 p., 21x29,7, 6 F). Contact : **SCALP c/o MNE. 23, rue Gosselet 59000 LILLE.** ■

■ **RAPPORTS SOCIAUX**. Revue de débat dense et indigeste pour le communisme, édition française de « Rapporti sociali ». Au sommaire du n° 1 d'oct. 89 : • Rapport de valeur • Krach boursier et capital financier (ceux qui aiment les graphiques apprécieront !) • La vérité est révolutionnaire. Contact : **RAPPORTS SOCIAUX c/o OCTOBRE. BP 781. 75124 PARIS CEDEX 03.** ■

■ **ANATOMIE D'UN BROUILLAGE**. Revue (16 p.) d'un ancien membre du Comité Irradiés de tous les pays, unissons-nous. Cette brochure s'accompagne d'une pléthore de règlements de comptes par textes interposés. Particulièrement recommandé aux amateurs de potins et aux admirateurs du style Debord. 10 F. Contact : **Jean-Louis PAUL. BP 8. 93320 LES PAVILLONS-SOUS-BOIS.** ■



Archives - Presse

— Le **CIRA Marseille** et son centre d'archives est expulsé de son local de la rue des Convalescents, à la suite de la résiliation de leur bail par le propriétaire. On peut obtenir les informations sur les décisions qu'ils prendront en écrivant à **J.-C. SEMPERE 20, rue Teissère 13004 Marseille ou en téléphonant au 91 49 07 47**. Ils ont pour le moment éparpillé les cinq tonnes de documentation qui constituaient le centre et interrompu momentanément les permanences. Nous leur souhaitons de trouver rapidement une solution.

— Le **Centre de documentation et détudes sociales** de Toulouse fait paraître un bimestriel 4 pages où l'on trouve de petites brèves d'actualité. Contact : **CDES c/o CNT. 7, rue St-Rémésy 31000 Toulouse.**

— **GANAR** est une agence de presse internationale de Rennes qui collecte les informations et les tient à la disposition des personnes intéressées. On y trouve beaucoup d'adresses. Contact : **GANAR. 9, rue de la Paillette 35000 Rennes. Courrier : GANAR c/o CPCL. BP 2571. 35036 Rennes Cedex.**

Initiative

1er MAI 1990 - PARIS RENCONTRES TRANSNATIONALES POUR L'AUTONOMIE

Dans l'état actuel des choses, nous proposons de structurer les rencontres autour d'une série d'initiatives ponctuelles, étalées sur 4 jours :

• **Un cortège autonome** avec musique, dans la traditionnelle manifestation syndicale, pour y assurer la présence d'une force alternative dans sa richesse et sa diversité;

• **Une série d'assemblées-débats** sur divers thèmes : – Critique de la politique et projet autonome – Ecologie, crise de la civilisation capitaliste et critique du travail – Fin du « communisme réel » et dépassement de la démocratie – Espaces sociaux et culture antagoniste – Etc.

• **Une fête** (concert) pour se mouvoir et s'émouvoir, pour donner champ libre à d'autres formes d'expression de nos subjectivités.

En plus, nous pourrions envisager tout un tas d'autres rendez-vous (expos, projections vidéo, forums, etc.) et initiatives en fonction des propositions des diverses structures et individus qui s'investiront sur ce projet.

Pour que ces rencontres transnationales puissent se concrétiser et être un moment réel de confrontation et convergence, nous avons fixé un délai assez court (les semaines à venir) pour vérifier l'existence d'une véritable disponibilité à cette initiative, de la part des groupes et individus, français et étrangers contactés. Sachant que seul un investissement collectif de tous ceux qui sont intéressés pourra permettre de réunir les conditions politiques, subjectives et matérielles de réaliser une échéance commune transnationale. L'ensemble des groupes et personnes contactés sont chaleureusement invités à relayer au plus vite cette initiative et à contacter le collectif.

Paris, le 23 janvier 1990

Collectif d'initiative des rencontres transnationales (Iris, La Lézarde, Contre, et d'autres).

La Lézarde. BP 161. 75966 Paris Cedex 20. Tél. (1) 42 72 04 55 (le dimanche de 18 à 20 h).



ETRANGER

■ **RUTA**. Revue de 16 p., issue des Jeunesses libertaires de Catalogne. Texte en espagnol. Dans le n° 8 de déc. 89 : • L'information en tant que pouvoir • Anarchie • Antimilitarisme • Les « athénées » libertaires • Homosexualité • Les diplômes universitaires. Contact : APDO. Correos 883. BARCELONA 08080. ■

■ **SENNACIULO**. Revue espérantiste issue du SAT. Entièrement rédigée en esperanto. Contact : SAT. 67, av. Gambetta 75020 PARIS. ■

■ **IKARIA**. Revue 24 p. (15x21) de Barcelone. Texte en catalan. Ce groupe propose une rencontre internationale en juillet 90 sur les thèmes suivants : • Défense de la terre • Patrimoine écologique • Naturel et culturel • Liens communautaires entre individus • Dépassement des conceptions « travaillistes-productivistes » de l'anarchie • Le fait culturel différentiel • Les anarchistes devant les cultures nationales • Culture d'Etat contre culture nationale. Pour les personnes intéressées, s'adresser à : **IKARIA (Ateneu Llibertari de Gracia C/Perill 52 Baixos 08012 BARCELONA.** ■

■ **AGENCE PRESSE LIBERATION**. Revue belge d'information. 30 F. Dans le n° 546 de sept. 89 : • Percée de l'extrême-droite aux élections européennes • Le droit des étrangers • Les armes en Europe • Assises européennes sur le droit d'asile • Perquisition à Radio Air-Libre. Contact : **APL. 14, rue du Jardin-des-Olives 1000 BRUXELLES.** ■

■ **ETCETERA**. Revue, (50 p., 15x21) de réflexion et d'analyse critique. Au n° 14 de déc. 89 : • Tiananmen, la répression calculée • Correspondance de Grèce, d'Angleterre, des Etats-Unis et d'Allemagne • Nous avons reçu... et en fin de brochure quelques adresses en Espagne et à l'étranger. Contact : **ETCETERA. Apt 1363. 08080 BARCELONE.** ■

15 fr.